



SOMMAIRE

	Sigles et acronymes	3
	Message du Président	5
I.	Présentation de la CENTIF	8
II.	Évolutions du cadre juridique et institutionnel	9
III.	Renforcement du dispositif national de LBC/FT	11
IV.	Activités extérieures de la CENTIF	19
V.	Missions opérationnelles de la CENTIF	27
VI.	Cas illustratifs de dossiers traités	30
VII.	Défis à relever	35
	Annexe : Textes de référence	36

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



SIGLES ET ACRONYMES

AFD	Agence Française de Développement
AJE	Agence Judiciaire de l'Etat (ou Agent Judiciaire de l'Etat) au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan
ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
ARCOBEF	Association des Responsables de Conformité des Banques et Etablissements Financiers du Sénégal
ARIN	Asset Recovery Interagency Network (Réseau inter-agences en matière de recouvrement d'avoirs)
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CB-UMOA	Commission Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine
CEDAF	Cellule d'Exécution Administrative et Financière au Ministère de la Justice
CEDEAO	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CENTIF	Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières
CILD	Comité interministériel de lutte contre la drogue
CREI	Cour de Répression de l'Enrichissement Illicite
CRF	Cellule de renseignement financier
CSPC	Coalition du Secteur Privé contre la Corruption
DECT	Direction Exécutive du Comité des Nations Unies contre le Terrorisme
DGAT	Direction Générale de l'Administration Territoriale au Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique
DGD	Direction Générale des Douanes
DGID	Direction Générale des Impôts et des Domaines
DMC	Direction de la Monnaie et du Crédit
DRN	Délégation générale au Renseignement National
DRS/SFD	Direction de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés
DS (ou DOS)	Déclaration de soupçon (ou déclaration d'opération suspecte)
EPNFD	Entreprises et Professions Non Financières Désignées
FED	Fonds Européen de Développement
GAFI	Groupe d'Action financière
GIABA	Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Groupe Egmont	Forum des cellules de renseignement financier
Interpol/OIPC	Organisation Internationale de la Police Criminelle (OIPC)
ISPE	Instrument de Soutien à la Politique Economique
ISS	Institut d'Etudes de Sécurité
LAREG	Laboratoire de Recherche et d'Etudes sur la Gouvernance
LBC	Lutte contre le blanchiment de capitaux
LFT	Lutte contre le financement du terrorisme
LBC/FT	Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
MAEP	Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs
MCA	Millenium Challenge Account
MEFP	Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan
OFNAC	Office national de lutte contre la fraude et la corruption
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDC	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
OSIWA	Open Society Initiative for West Africa (Initiative de la Société Ouverte pour l'Afrique Occidentale)
PSE	Plan Sénégal Emergent
RECEN-UEMOA	Réseau des CENTIF de l'UEMOA
SFD	Systèmes Financiers Décentralisés
SNDS	Stratégie nationale de développement de la statistique
StAR	Stolen Assets Recovery (Initiative de recouvrement des avoirs volés)
TCA	Traité sur le commerce des armes
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
WACAP	Réseau des procureurs et autorités centrales en Afrique de l'Ouest

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Message du Président

L'année 2013 avait été marquée par une concentration des activités de la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF) à l'exercice de ses missions traditionnelles, à savoir l'analyse des renseignements fournis par les entités déclarantes. Au cours de l'année 2014, même si le traitement du renseignement a représenté une part déterminante dans les tâches quotidiennes de la Cellule, celle-ci a été fortement impliquée dans la prise de mesures importantes et a initié des démarches auprès d'autres acteurs dans le but de mieux conformer notre dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) aux normes internationales, notamment les recommandations du Groupe d'Action Financière (GAFI).

La participation active de la CENTIF aux actions menées pour améliorer le dispositif national de LBC/FT concerne tout d'abord la révision du cadre juridique initiée par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Au niveau national, la CENTIF était chargée de centraliser et de faire la synthèse des observations formulées par toutes les structures relevant du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan. Au niveau communautaire, le Président de la CENTIF du Sénégal avait été désigné porte-parole par ses pairs, lors de l'atelier de validation du projet qui s'est tenu les 10 et 11 septembre 2014 au siège de la BCEAO, auquel ont pris part l'ensemble des acteurs des huit pays de l'UEMOA en présence des partenaires au développement.

De manière spécifique, la finalité de la révision des textes relatifs à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme est d'une part de prendre en compte les dernières recommandations du GAFI tout en intégrant les mesures liées aux contrôles des assujettis et d'autre part de corriger les insuffisances relevées dans les dispositifs des Etats membres de l'UEMOA à l'occasion du premier cycle des évaluations mutuelles.

Le processus d'adoption de ce projet de loi uniforme devrait s'achever en 2015 avec la transposition du texte par chacun des Etats dans son dispositif juridique interne.

s'agissant des démarches entreprises par la CENTIF en vue d'améliorer l'efficacité de notre système de LBC/FT, celles qui méritent d'être soulignées ici concernent surtout les rencontres entre le Président et d'autres acteurs, tels que les autorités judiciaires et l'Agent judiciaire de l'Etat. Il s'agissait essentiellement d'échanger sur les mesures à mettre en œuvre pour obtenir l'exécution des décisions de justice prises sur la base des rapports que la CENTIF a transmis au parquet.

Ces échanges ont permis d'obtenir, pour la première fois depuis que la CENTIF est devenue opérationnelle en 2005, le recouvrement effectif de produits du crime de blanchiment de capitaux. Ainsi, l'exécution de deux des décisions rendues par le Tribunal régional Hors Classe de Dakar et concernant des dossiers de la CENTIF, a donné les résultats suivants :

- le recouvrement de la somme de 678 060 184 francs CFA qui a été versée dans le compte du Trésorier général du Sénégal ouvert à la BCEAO ;
- l'engagement d'une procédure de mutation au nom de l'Etat, de deux terrains situés à Dakar dont la confiscation a été ordonnée par le juge, respectivement d'une superficie de 398 m² et 210 m².

C'est là, sans aucun doute un défi qui vient d'être relevé dans la lutte contre le blanchiment de capitaux. En effet, notre pays commence enfin à réaliser un des objectifs fondamentaux de toute politique de lutte contre la criminalité financière : empêcher les criminels de jouir du produit de leurs actes. C'est également un des instruments de mesure de l'efficacité du système de LBC/FT d'un Etat.

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Toutefois, ce progrès ne doit pas occulter une des insuffisances les plus prégnantes du dispositif sénégalais de LBC/FT relevées par la communauté internationale lors de la première évaluation de notre système en 2007 c'est-à-dire l'absence d'un mécanisme clair et d'un organe de recouvrement des avoirs criminels.

En effet, la récupération de ces produits n'a été possible que grâce aux initiatives de l'Agent judiciaire de l'Etat qui, une fois informé et sensibilisé par la CENTIF, a pris contact avec le parquet, la Direction générale de la comptabilité publique et du Trésor et la Direction générale des Impôts et des Domaines pour entamer la procédure de récupération de ces biens.

Il est donc opportun que tous les acteurs concernés par cette question engagent sans délai la réflexion en vue de définir les modalités pratiques de recouvrement des avoirs résultant de la commission de crimes et délits de toute nature et, le cas échéant, de préciser les mécanismes de gestion de tels avoirs.

C'est pour moi le lieu de remercier très sincèrement les partenaires au développement qui ont déjà pris des initiatives dans le but de permettre à nos Etats de combler cette lacune. C'est le cas de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) qui, depuis deux ans s'attèle à la mise en place en Afrique de l'Ouest d'un réseau de recouvrement des produits du crime en y associant les principales structures publiques concernées des pays de la CEDEAO. C'est le cas également de l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique qui, en 2014, a organisé à Dakar un atelier réunissant l'ensemble des acteurs nationaux et dont l'un des thèmes avait porté sur le recouvrement des avoirs criminels.

Les autres initiatives prises par la CENTIF et visant à rendre le dispositif national plus conforme aux normes internationales touchent le contrôle et la supervision des personnes assujetties à la déclaration d'opérations suspectes.

A ce sujet, il convient de noter qu'en dehors des entités déclarantes de l'administration ou du secteur financier, les notaires ou les experts comptables communiquent des informations à la CENTIF, d'autres comme par exemple les casinos et autres établissements de jeux, les agences immobilières ou les organismes à but non lucratif ne remplissent pas encore cette obligation. Les facteurs explicatifs de ces manquements sont d'une part l'inexistence de supervision de ces entités et d'autre part l'absence de contrôle du respect par elles de leurs obligations en matière de LBC/FT. C'est pourquoi au cours de l'année 2014 la CENTIF a eu des discussions fructueuses avec les responsables de plusieurs services de différents ministères qui pourraient remplir ces missions.

A ce propos, un projet de décret portant désignation des organes de contrôle et de supervision des assujettis du secteur non financier en général sera prochainement soumis aux autorités. D'ores et déjà, l'Union Européenne, à travers le deuxième Devis Programme et la Banque Mondiale, grâce au Projet de Bonne Gouvernance Economique géré par la Cellule d'Exécution Administrative et Financière (CEDAF) du Ministère de la Justice ont bien voulu accepter de prendre en charge les dépenses liées à l'élaboration, par des experts nationaux et étrangers de manuels de procédures et de lignes directrices destinés à ces différents groupes d'assujettis et aux autorités de contrôle ainsi que les charges afférentes à leur formation.

Toutes ces mesures visent un seul objectif : Assurer à notre pays une meilleure conformité avec les normes internationales et un système plus efficace en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme à moins de deux ans du deuxième exercice d'évaluation de notre dispositif national prévu en 2017.

Waly NDOUR

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



I. PRESENTATION DE LA CENTIF

La Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF) du Sénégal a été créée par la loi uniforme n°2004-09 du 06 février 2004 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux. Ladite loi a été adoptée en application de la Directive n° 07/2002/CM/UEMOA du 19 septembre 2002 du Conseil des Ministres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Le décret n° 1150 du 18 août 2004 précise l'organisation et le fonctionnement de la CENTIF qui est opérationnelle depuis 2005.

Les compétences de la Cellule ont été élargies à la lutte contre le financement du terrorisme aux termes de la loi uniforme n°2009-16 du 02 mars 2009.

La CENTIF est une cellule de renseignement financier (CRF) de type administratif, placée sous la tutelle du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan.

Elle joue un rôle central dans le dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT).

Elle dispose d'une indépendance dans ses prises de décision pour les matières relevant de sa compétence ainsi que d'une autonomie de gestion.

Encadré 1 : Les types de cellules de renseignement financier

Les **cellules de renseignement financier (CRF)** peuvent revêtir diverses formes, variables selon le choix des pays. A la pratique, trois catégories prédominent :

- la CRF de type administratif qui relève d'une administration (ministère chargé des finances par exemple) ou d'un organisme (banque centrale) évoluant en dehors de la sphère de l'autorité policière ou judiciaire ;
- la CRF de type policier, intégrée à une autorité chargée de l'application de la loi (ministère chargé de l'intérieur ou de la sécurité) ;
- la CRF de type judiciaire dotée de pouvoirs de poursuite, créée au sein du pouvoir judiciaire et relevant le plus souvent de l'autorité du ministère public.

Il convient toutefois de préciser que cette classification est purement conventionnelle, certains pays optant pour des CRF mixtes ou hybrides qui combinent les caractéristiques de deux ou trois des types de cellule précités.

1. Missions et prérogatives

La CENTIF est l'organe placé au centre du dispositif mis en place par l'Etat du Sénégal dans le domaine de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, en collaboration avec tous les acteurs nationaux concernés.

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Elle a ainsi principalement pour missions :

- d'assurer l'animation, la coordination et le suivi de la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- d'apporter son concours aux autorités publiques, notamment dans le choix des partenaires économiques et financiers ou dans la définition des orientations stratégiques de la lutte contre la délinquance financière.

La Cellule exerce ses missions à travers les principales fonctions suivantes :

- la réception des déclarations de soupçon qui sont constituées du signalement, par des personnes physiques et morales listées par la loi, de transactions financières qui pourraient être liées à des activités de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ;
- la réception, le cas échéant, de déclarations portant sur des transactions réalisées par une catégorie particulière de personnes ou relatives à des activités spécifiques ;
- la recherche d'informations complémentaires concernant les personnes suspectées d'être impliquées dans les transactions signalées ;
- l'analyse des informations mises à sa disposition ;
- la communication des résultats des investigations à la justice, si l'analyse révèle des faits susceptibles de constituer une infraction de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ;
- le suivi et l'analyse des tendances observées en matière de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme ou d'activités délictueuses pouvant y être liées ;
- le suivi, en relation avec l'ensemble des parties prenantes au niveau national et les institutions à compétence sous-régionale ou internationale, de la mise en œuvre des recommandations issues des évaluations périodiques du dispositif sénégalais de LBC/FT.

Dans ce cadre, la loi confère à la CENTIF trois (03) prérogatives importantes :

- un droit de communication étendu lui permettant l'accès à toutes informations nécessaires à la conduite de ses investigations ;
- l'inopposabilité du secret professionnel à ses requêtes ;
- un droit d'opposition à l'exécution d'une opération suspecte pour 48 heures.

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Encadré 2 : Les structures et autres personnes assujetties aux lois relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Au sens de la loi, les personnes physiques et morales ci-après sont assujetties à l'obligation de déclarer à la CENTIF les actes dont elles ont connaissance et qui pourraient, selon leur appréciation, concerner le blanchiment de capitaux ou le financement d'activités terroristes :

a) Pour le secteur financier :

- le Trésor public ;
- la BCEAO pour ses opérations de banque ;
- les banques ;
- les autres organismes financiers (les Services financiers postaux, la Caisse de Dépôts et Consignations, les Sociétés d'assurance et de réassurance, les Courtiers d'assurance et de réassurance, les Institutions de microfinance, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, le Dépositaire Central/Banque de Règlement, les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation, les Sociétés de gestion de patrimoine, les Organismes de placement collectif en valeurs mobilières, les Entreprises d'investissement à capital fixe, les Agréés de change manuel, etc.) ;

b) Pour le secteur non financier

- les membres des professions juridiques indépendantes (avocats, notaires, etc.), lorsqu'ils représentent ou assistent des clients en dehors de toute procédure judiciaire ;
- les apporteurs d'affaires aux organismes financiers ;
- les commissaires aux comptes ;
- les agents immobiliers ;
- les marchands d'articles de grande valeur (objets d'art, pierres et métaux précieux) ;
- les transporteurs de fonds ;
- les propriétaires, directeurs et gérants de casinos et d'établissements de jeux ;
- les agences de voyage ;
- les organisations non gouvernementales ; etc.

Les acteurs du secteur non financier sont regroupés sous l'appellation générique « Entreprises et Professions Non Financières Désignées » (EPNFD).

2. Organisation et fonctionnement de la CENTIF

2.1 – Les moyens humains

Le personnel de la CENTIF est constitué :

- de six (6) membres nommés par décret pour un mandat de trois (3) ans, renouvelable une fois ;
- d'un personnel technique chargé du traitement des renseignements ;
- d'un personnel administratif assurant le support aux activités techniques.

Les membres composent l'organe de décision de la CENTIF. Ils proviennent du Ministère de l'Economie et des Finances (2 personnes), du Ministère en charge de la Sécurité (2 personnes), du Ministère de la Justice et de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

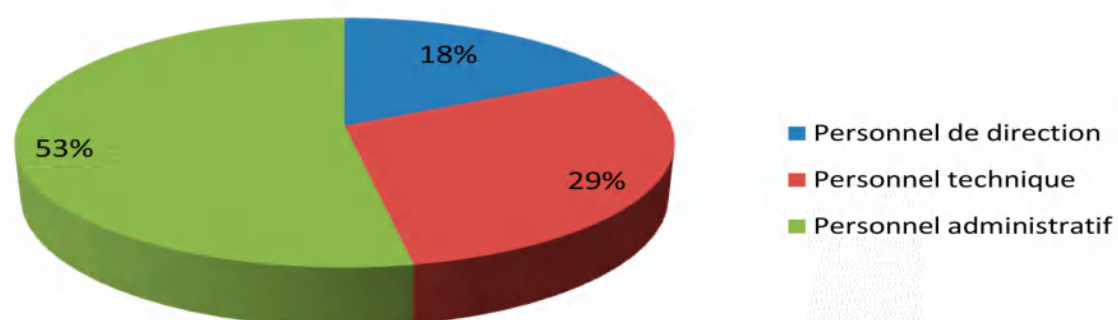
Au 31 décembre 2014, l'effectif total du personnel en service à la CENTIF s'établit à trente quatre (34) agents comme en 2013.

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Sa structure se présente schématiquement comme suit :

Répartition du personnel de la CENTIF en 2014



En plus de son personnel propre, la CENTIF s'appuie sur :

- des correspondants au sein de divers services de l'Etat nommés en cette qualité par arrêtés de leurs Ministres de tutelle ;
- des points focaux dans les structures assujetties chargés de la communication d'informations à la Cellule et de l'animation des dispositifs internes de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

2.2 – Les moyens financiers

Les crédits alloués par l'Etat à la CENTIF au titre de l'année budgétaire 2014 s'établissent comme suit :

- Budget de fonctionnement : 451.847.000 F.CFA
- Budget d'investissement : Néant

Cette dotation budgétaire est complétée par un appui de l'Union Européenne pour le financement de certaines activités ciblées, en particulier la formation et la sensibilisation des acteurs et la coopération internationale, dans le cadre d'un devis-programme.

Le versement de la contribution financière des institutions de l'UEMOA, prévue par l'article 22 de la loi n° 2004-09 du 06 février 2004, n'est pas encore effectif.

II. ÉVOLUTIONS DU CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL AU SENEGAL

L'année 2014 a été marquée par la prise de plusieurs initiatives ayant une incidence directe ou indirecte sur les activités de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Il peut être relevé à cet égard :

- le lancement du Plan Sénégal Émergent (PSE), référentiel de la politique économique et sociale sur les moyen et long termes, dont le troisième pilier est axé sur «le renforcement de la sécurité, de la stabilité et de la gouvernance, de la protection des droits et libertés et de la consolidation de l'État de droit afin de créer les meilleures conditions d'une paix sociale et de favoriser le plein épanouissement des potentialités » ;

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



- la mise en œuvre effective du processus d'adhésion du Sénégal à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) en vue d'améliorer la transparence et d'assurer la gestion responsable des revenus issus de l'exploitation des ressources naturelles qui s'est traduite, notamment, par la création d'un comité ad hoc présidé par un Conseiller du Président de la République ;
- la mise en place, au Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique, d'un système d'information sur les drogues afin (i) de recueillir des données sur les tendances au niveau national, (ii) d'analyser et d'interpréter les informations collectées et (iii) de diffuser les résultats par la production de rapports périodiques. Ce système est géré par le Comité interministériel de lutte contre la drogue (CILD) ;
- la ratification, le 25 septembre 2014, du Traité sur le commerce des armes (TCA), adopté à New York le 02 avril 2013 ;
- l'adoption de la Loi uniforme n° 2014-01 du 06 janvier 2014 relative au traitement des comptes dormants dans les livres des organismes financiers des Etats membres de l'Union monétaire Ouest africaine (UMOA) ;
- l'adoption de la loi n° 2014-10 du 28 février 2014 portant Code des Douanes qui abroge et remplace celle n° 87-47 du 28 décembre 1987 ;
- l'adoption de la Loi uniforme n° 2014-12 du 28 février 2014 sur le contentieux des infractions à la réglementation des relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA qui abroge et remplace la Loi 94-54 du 27 mai 1994 portant ratification de l'Ordonnance n° 94-29 du 28 février 1994 relative aux contentieux des infractions au contrôle des changes ;
- l'adoption de la loi n° 2014-17 du 02 avril 2014 relative à la déclaration de patrimoine en application de laquelle l'Office national de lutte contre la fraude et la corruption (OFNAC) a mis en place un dispositif de collecte des déclarations faites par les responsables publics assujettis. Cette loi, combinée au code de transparence dans la gestion des finances publiques, au dispositif d'accès des citoyens à l'information financière publique et au code de déontologie des responsables publics, constitue un élément important de l'affirmation de la volonté politique des autorités nationales en matière de bonne gouvernance ;
- la création, par décret n°2014-44 du 20 janvier 2014, de la Commission Nationale de Gouvernance chargée d'une part, de la définition des orientations stratégiques de mise en œuvre du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) mis en place en 2003 par l'Union Africaine et, d'autre part, de la conduite du processus d'évaluation du Sénégal. L'arrêté n°05520/MPBGRI/CAB du 27 mars 2014 a nommé les soixante dix (70) membres de ladite Commission qui représentent l'Etat, la société civile, le secteur privé, les jeunes, les femmes, les syndicats, la presse et les autorités religieuses ;
- la signature du décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014, modifiant le décret n°2011-04 du 06 Janvier 2011 portant Code des marchés publics.

Par ailleurs, deux décisions, à caractère sous-régional pour la première et national pour la seconde, devraient contribuer à la réduction du poids du secteur informel dans l'économie. Il s'agit :

- de l'adoption par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), à l'issue d'un processus participatif, de mesures pour le développement de la bancarisation et de l'inclusion financière sous la forme de 19 services offerts à titre gratuit par les banques, ce qui devrait faciliter l'accès au système bancaire ;
- de la réduction du capital minimum requis pour la création d'une société à responsabilité limitée (SARL) qui passe de 1.000.000 F.CFA à 100.000 F.CFA aux termes de la loi n° 17/2014 du 15 avril 2014, dont un des objectifs principaux serait de favoriser l'enregistrement au fichier des entreprises d'un plus grand nombre d'acteurs du secteur informel, évolution de nature à favoriser le contrôle des activités desdites entités.

Les actes légaux et réglementaires susmentionnés s'ajoutent à l'arsenal juridique existant qui repose, en premier lieu, sur la loi uniforme n° 2004-09 du 06 février 2004 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux (LBC) et sur celle n° 2009-16 du 02 mars 2009 relative à

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



la lutte contre le financement du terrorisme (LFT).

Le processus de révision de ces deux lois uniformes, engagé depuis plusieurs mois avec la contribution active des différents acteurs concernés dans la sous-région, est entré dans sa phase de finalisation par les institutions nationales et communautaires compétentes en vue d'une transposition dans le corpus juridique interne des Etats.

L'adoption desdits textes permettra d'améliorer significativement l'efficacité du dispositif sénégalais de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

III. RENFORCEMENT DU DISPOSITIF NATIONAL DE LBC/FT

La CENTIF a pris des initiatives dont la finalité est de rendre plus performant le système national de LBC/FT.

Ces actions ont été orientées vers une mise à niveau des connaissances et un renforcement des compétences des acteurs. Elles ont également mis l'accent sur le raffermissement du cadre de coopération entre ces différents acteurs.

a) Renforcement de capacités du personnel de la CENTIF

La Cellule a pris part en 2014 aux activités ci-après :

- l'atelier national de formation sur les techniques d'enquêtes portant sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, organisé par le GIABA du 25 au 28 février 2014 à l'hôtel Pullman TERANGA ;
- l'atelier sous-régional sur la prévention de l'abus des systèmes alternatifs de transfert de fonds à des fins de financement du terrorisme, organisé du 17 au 19 mars 2014 à l'hôtel Radisson BLU de Dakar par la Direction Exécutive du Comité des Nations Unies contre le Terrorisme (DECT) en collaboration avec le Centre de coopération contre le terrorisme et le GIABA. L'atelier avait pour objectifs :
 - l'identification des risques liés aux systèmes alternatifs d'envoi d'argent ;
 - l'évaluation des dispositifs en place ;
 - l'échange de bonnes pratiques ;
 - l'examen des voies et moyens de renforcer le cadre réglementaire et la promotion de l'inclusion financière ;
 - l'identification des axes de coopération.
- l'atelier organisé par l'ONUDC sur la saisie, la confiscation et la gestion du produit du crime qui s'est tenu du 24 au 27 mars 2014 à Saly. La rencontre a permis (i) de partager les leçons tirées des expériences en cours en vue de la formulation de recommandations visant à améliorer le fonctionnement des dispositifs existants, (ii) d'explorer les possibilités de mise en place de structures nationales chargées du recouvrement et de la gestion des avoirs issus de la criminalité financière et (iii) de discuter du projet de création en Afrique de l'Ouest d'un réseau de type ARIN (Asset Recovery Interagency Network ou Réseau inter-agences en matière de recouvrement d'avoirs). Elle a, en outre, été l'occasion d'engager une réflexion sur les synergies possibles avec l'initiative StAR (Stolen Assets Recovery) ou avec le réseau des procureurs et autorités centrales (WACAP).
- l'atelier sous-régional sur la lutte contre la corruption et le recouvrement d'avoirs en Afrique de l'Ouest francophone organisé du 10 au 14 juin 2014 à l'Hôtel PULMANN de Dakar dans le cadre du programme conjoint (Interpol/Département américain de la Justice) d'assistance technique. A cette occasion, la CENTIF a partagé son expérience dans la mise en

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



place d'un dispositif de lutte contre la criminalité financière et dans les investigations portant sur des flux financiers illicites (les défis liés à la mise en place de dispositifs efficaces de lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux) ;

- la conférence internationale sur la criminalité maritime transnationale, organisée à Bruxelles du 20 au 21 mai 2014 par l'Organisation Internationale de Police Criminelle (OIPC/Interpol) en collaboration avec l'Union Européenne. Après une présentation de la situation prévalant dans la Corne de l'Afrique et dans le Golfe de Guinée, des tables rondes ont été organisées sur quatre thèmes relatifs :
 - au renforcement du cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la criminalité financière pour faciliter la saisie et la confiscation d'avoirs acquis de manière illicite,
 - à l'amélioration de la coopération régionale et de la gestion des frontières par la mise en place de dispositifs opérationnels permettant d'empêcher le transfert, par voie aérienne, maritime ou terrestre, du montant des rançons ou des marchandises dérobées,
 - au développement d'un partenariat public-privé, par-delà les intérêts souvent divergents, afin d'empêcher l'introduction dans le circuit financier formel des produits issus de la criminalité,
 - à l'approfondissement de la coopération internationale pour rendre non profitable la criminalité maritime ;
- la session de formation, organisée du 11 au 13 juin 2014 à Paris, par l'Association professionnelle de l'information et de la documentation sur le thème : « Connaître les bases de la gestion bibliographique et les logiciels associés » qui avait pour objectif d'assurer une bonne maîtrise de la description bibliographique des documents, de permettre un choix optimal de logiciel de gestion documentaire et d'aider à l'organisation d'un système d'alimentation des notices ;
- une session de formation de formateurs, organisée par DEMOS GROUP du 11 au 13 juin 2014 à Paris ;
- le séminaire sur les fondamentaux de la banque, qui a eu lieu du 16 au 19 juin 2014 à Paris et a été axé sur le renforcement de capacités en termes de connaissance de l'environnement et des métiers de la banque, du fonctionnement des marchés financiers, des moyens de paiement et de la gestion des flux ;
- les deux stages de formation sur les tests d'intrusion et de mise en situation d'audit, organisés par ORSYS Formation à Paris, du 17 au 20 juin 2014 et du 1er au 04 juillet 2014 respectivement. La formation a couvert des thèmes relatifs à la sécurité informatique, les nouvelles techniques d'intrusion, les outils de détection d'une intrusion ou de gestion des incidents ainsi que l'identification et la prévention des menaces sur un système d'information ;
- l'atelier d'élaboration d'un plan d'action pour la maîtrise de la corruption, organisé par la Cellule d'Appui au MCA Sénégal, du 05 au 08 août 2014 à l'Hôtel Saly Royal, dans le cadre du suivi des obligations et engagements du Sénégal au titre de l'accord de financement du Millenium Challenge Account ;
- l'atelier de formation pour les pays francophones d'Afrique de l'Ouest sur les outils de la loi pénale en matière de lutte contre la corruption et la criminalité transnationale organisée, qui s'est tenu du 08 au 12 septembre 2014 à l'Hôtel Radisson BLU de Dakar à l'initiative du Bureau des poursuites, de l'assistance et de la formation à l'étranger du Département américain de la Justice ;
- le séminaire de formation sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme organisé par l'Institut Connaissance Network les 11 et 12 septembre 2014 à Paris ;

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



- la session de formation sur le blanchiment douanier, organisée du 15 au 17 septembre 2014 par la douane française au Casino du Cap Vert, occasion mise à profit pour partager l'expérience de la France en matière d'échange d'informations entre les services des douanes et la cellule de renseignement financier ;
- l'atelier sur « Les nouvelles normes internationales de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme et de la prolifération ainsi que la nouvelle méthodologie d'évaluation », organisé par le Partenariat Multilatéral pour l'Afrique, une initiative conjointe de la Banque Africaine de Développement (BAD) et du Fonds Monétaire International (FMI), du 22 au 26 septembre 2014 à Tunis ;
- le séminaire de formation sur le dépistage, l'identification, la saisie et la confiscation des avoirs criminels, qui s'est tenu du 06 au 08 octobre 2014 à l'Ecole Nationale de Magistrature de Paris. La présentation du dispositif français d'investigations patrimoniales a permis de mettre en relief le rôle des différents acteurs concernés ainsi que les outils utilisés pour faire face à l'ingénierie financière frauduleuse et assurer ainsi l'efficacité du dispositif de confiscation des avoirs criminels ;
- l'atelier de formation sur les procédures financières et contractuelles du 10ème Fonds Européen de Développement (FED), organisé par la Délégation de l'Union Européenne au Sénégal du 07 au 17 octobre 2014 à l'Hôtel PULLMAN ;
- le séminaire de développement des compétences des assistantes de direction, organisé par le cabinet Bill Jobs Institute du 24 au 28 novembre 2014 à l'Hôtel Royal Saly à Mbour ;
- la session de formation d'assistantes de Direction générale, animée par l'Institut Démos, du 26 au 28 novembre 2014 à Paris ;
- la formation sur les clés du management de projet, organisée par l'Institut CEGOS du 1^{er} au 03 décembre 2014 à Paris ;
- l'atelier sur le développement des meilleures pratiques d'investigation et de poursuite des crimes financiers (blanchiment d'argent et financement du terrorisme) financé par le Département américain de la Justice et organisé par l'Ambassade des Etats Unis à Dakar en collaboration avec l'Office national de lutte contre la fraude et la corruption (OFNAC), du 15 au 18 décembre 2014 à l'Hôtel Radisson BLU.

Par ailleurs, la CENTIF a organisé, du 1^{er} au 02 octobre 2014 à son centre de formation, un séminaire interne sur l'approche basée sur les risques (ABR) et l'évaluation nationale des risques (ENR). Cette rencontre, animée par un expert national, avait pour objectif de développer les compétences du personnel de la Cellule dans le cadre de la préparation de la prochaine évaluation mutuelle du dispositif sénégalais de LBC/FT, programmée par le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA).

b) Contribution à la définition et à la mise en œuvre de la politique nationale de LBC/FT

Au plan interne, la CENTIF a tenu sa première réunion de coordination générale le 22 avril 2014 pour passer en revue les activités et le fonctionnement de la Cellule.

Il est également à noter la tenue, le 22 mai 2014 à l'Hôtel TERROU-BI de Dakar, de la réunion du Comité national de coordination pour la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. La rencontre a été consacrée à l'examen du processus d'adoption du document de stratégie nationale de LBC/FT et à la présentation du programme

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



des activités du Comité pour le second semestre 2014.

La CENTIF a formulé ses observations sur l'avant-projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme dans les Etats membres de l'UMOA élaboré par la BCEAO. Elle a été chargée de la centralisation des contributions de l'ensemble des structures du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan. Le document finalisé a été transmis à la Banque Centrale par le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan.

La Cellule a, en outre, coordonné l'élaboration du 6ème rapport de suivi de l'évaluation mutuelle du dispositif sénégalais de LBC/FT présenté lors des réunions des groupes de travail et de la plénière du GIABA de mai 2014 à Niamey.

Par ailleurs, une séance de travail s'est tenue le 25 mars 2014 avec la société NEUROTECH pour examiner les solutions de sécurisation des réseaux informatique et téléphonique que cette dernière a proposées en vue de prévenir les intrusions, les piratages, l'utilisation abusive de la bande passante et le vol de données.

La CENTIF a participé au séminaire de validation de l'avant-projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive dans les Etats membres de l'UMOA, organisé au siège de la BCEAO du 10 au 11 septembre 2014. Cette rencontre a été précédée, les 08 et 09 septembre 2014, d'une réunion de concertation sur ledit texte entre les membres du Réseau des CENTIF de l'UEMOA (RECEN-UEMOA).

La CENTIF a également organisé, le 17 septembre 2014, un atelier de restitution des conclusions de trois (3) études thématiques réalisées en 2013 dans le but d'identifier les risques de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme à travers :

- les transactions électroniques ;
- les activités de paiement par téléphone mobile ;
- Le financement de l'immobilier.

c) Relations avec les autres acteurs nationaux

Plusieurs activités ont été menées en collaboration avec d'autres acteurs nationaux ayant une mission principale ou accessoire de lutte contre la délinquance financière. Il est ainsi à signaler diverses rencontres organisées par la Cellule ou auxquelles elle a été invitée à prendre part :

- la visite de prise de contact de Madame Nafi Ngom KETTA, Président de l'Office national de lutte contre la fraude et la corruption (OFNAC) au Président de la CENTIF (le 22 janvier 2014) ;
- l'atelier de partage de l'étude sur la société civile, organisé le 28 janvier 2014 à l'Hôtel Le Ndiambour par le Forum Civil en collaboration avec le Laboratoire de Recherche et d'Etudes sur la Gouvernance (LAREG). L'atelier a coïncidé avec le lancement du deuxième numéro de la revue « Les Cahiers du Forum » dont l'objectif est de contribuer à l'éducation citoyenne, à la promotion de la bonne gouvernance et à la lutte contre la corruption ;
- l'audience accordée aux membres du groupe de travail sur la vie publique du Forum Civil chargé de mener un étude sur le recouvrement des biens mal acquis (le 09 février 2014) ;
- la cérémonie de déclaration de patrimoine du personnel technique de l'administration du Forum civil (le 13 février 2014) ;

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



- la visite de travail du Président de la CENTIF à la Cour de Répression de l'Enrichissement Illicite (CREI), le 26 février 2014 ;
- la rencontre avec la Coalition du Secteur Privé contre la Corruption pour discuter des possibilités de coopération et de collaboration (le 18 juin 2014) ;
- l'atelier de validation du rapport de la stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) 2014-2019, organisé par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), le 27 mai 2014 à l'Hôtel Ngor Diarama ;
- la quatrième édition des Journées ouest africaines de la comptabilité, qui s'est tenue les 02 et 03 juin 2014 à l'Hôtel des Almadies à l'initiative du Conseil National de la Comptabilité, sur le thème « Normalisation comptable et gouvernance dans l'UEMOA : enjeux et perspectives » ;
- la sixième édition de la journée de diffusion des comptes extérieurs du Sénégal au titre de l'année 2012, organisée le 06 juin 2014 par la Direction nationale de la BCEAO à l'Hôtel NOVOTEL de Dakar ;
- l'audience accordée au Docteur Sémou NDIAYE, enseignant-chercheur à l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar, expert engagé par l'organisation Open Society Initiative for West Africa (OSIWA) pour rédiger le chapitre « Sénégal » d'une étude comparative des mécanismes de lutte contre la corruption dans six pays ouest-africains (Bénin, Libéria, Nigéria, Niger, Sierra Léone et Sénégal), le 18 avril 2014 ;
- la séance de travail avec le Cabinet Dalberg Global Development Advisors dans le cadre de la réalisation, pour le compte de l'organisation OSIWA, d'une étude sur « La problématique de la fuite des capitaux en Afrique de l'Ouest et la formulation de recommandations pouvant résorber le phénomène », le 18 juin 2014 ;
la cérémonie officielle de remise des prix aux lauréats du concours national de poèmes sur la drogue et le sida, organisée par l'ONG JAMRA en collaboration avec le Comité interministériel de lutte contre la drogue (CILD), le 25 juin 2014 au Théâtre National Daniel SORANO. Cette manifestation s'inscrivait dans le programme d'activités de la 27e édition de la semaine nationale de sensibilisation et de mobilisation sur les drogues qui s'est étalée du 19 au 26 juin 2014 ;
- la séance de travail avec le Président et le Secrétaire permanent de la Coalition du Secteur Privé contre la Corruption (CSPC), une association appuyée par la Banque Mondiale qui porte l'action collective des différents segments du secteur privé en tant qu'auteurs et victimes potentiels de la corruption, le 02 juillet 2014 ;
- la participation à l'atelier d'élaboration d'un plan d'action pour la maîtrise de la corruption, organisé par la Cellule d'Appui au Millenium Challenge Account (MCA) dans le cadre du suivi des obligations et engagements du Sénégal au titre de l'accord de financement du MCA (du 05 au 08 août 2014 à l'Hôtel Saly Royal) ;
- le séminaire de restitution des résultats d'une étude sur « La cartographie de la gouvernance criminelle et du crime organisé à Dakar et au Cap », organisé par le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest de l'Institut d'Etudes de Sécurité (ISS), le 20 août 2014 à Dakar ;
- l'atelier sur le code de transparence dans la gestion des finances publiques, axé sur la présentation de trois notes d'orientation élaborées par la banque mondiale sur l'accès à l'information financière publique, la déclaration de patrimoine et le code de déontologie des responsables publics (les 21 et 22 octobre 2014 à l'Hôtel Radisson BLU) ;
- la réunion du Comité national de suivi du plan d'actions du Programme d'évaluation du secteur financier (PESF) à l'Agence Principale de la BCEAO à Dakar, le 12 novembre 2014. La diligence à la charge de la CENTIF concerne l'élaboration de rapports d'activités

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



périodiques ;

- l'atelier organisé par la Coalition du Secteur Privé contre la Corruption (CSPC) pour un partage sur le Pacte d'Intégrité, qui est un document servant de code de bonne conduite entre, d'une part, les entreprises adhérentes à la CSPC et, d'autre part, l'Administration représentée par la Direction Générale des Impôts et des Domaines et la Direction Générale des Douanes (le 18 décembre 2014 à l'Hôtel SAVANA).

En outre, la CENTIF a contribué à l'élaboration de divers documents préparés par le Sénégal en réponse à des engagements internationaux ou bilatéraux. Ces documents sont notamment :

- un questionnaire élaboré par le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, adressé à la Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID). Ce questionnaire constitue une étape du processus d'examen par les pairs de l'application, par le Sénégal, des normes internationales en matière de transparence et d'échanges d'informations ;
- un document de mise en œuvre d'une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme, élaboré au titre de la quatrième revue antiterroriste mondiale qui s'est tenue à New York les 12 et 13 juin 2014. A la demande du Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, la Cellule a rédigé la partie relevant du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan ;
- un questionnaire d'actualisation du plan d'actions sur la maîtrise de la corruption lancé à l'initiative de la Cellule d'Appui au Millenium Challenge Account (CA-MCA Sénégal).

Il convient également de relever que la CENTIF a été intégrée à la Communauté du renseignement avec le statut de «service ayant une mission accessoire de renseignement », à la faveur de la signature du décret n° 2014-1244 du 29 septembre 2014. La Délégation générale au Renseignement National (DRN) dispose ainsi d'un point focal à la CENTIF.

d) Formation et sensibilisation des autres acteurs

La compréhension par chaque acteur concerné des mécanismes utilisés par les délinquants pour blanchir de l'argent ou financer des activités terroristes et la connaissance des techniques de détection des flux financiers ont une importance fondamentale pour réduire, à défaut de supprimer, la capacité d'action de ces délinquants.

C'est dans ce cadre qu'un fonds documentaire a été constitué au Centre de formation de la CENTIF. Il est régulièrement alimenté par des ouvrages nouvellement publiés sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ainsi que sur des domaines d'activités connexes. Plus de six cents (600) ouvrages sont ainsi mis à la disposition des assujettis, des structures de contrôle et de répression, des autorités judiciaires, des universitaires, etc.

En outre, le centre de formation de la CENTIF accueille des agents en service dans des structures nationales ou même étrangères pour une formation interactive sur des modules relatifs à divers aspects du blanchiment de capitaux, en particulier les modes opératoires employés, les institutions financières concernées, le rôle de la cellule de renseignement financier, la conduite des enquêtes financières, etc.

Pour l'année 2014, cent un (101) stagiaires provenant des banques (72), des sociétés de gestion et d'intermédiation opérations de bourse (20), de la Direction de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés (5) et de divers autres acteurs (4) ont été accueillis pour une formation interactive sur la LBC/FT.

D'avril 2006 (date de démarrage des activités du centre) à décembre 2014, mille cent trente et une (1.131) personnes ont ainsi pu acquérir ou renforcer des connaissances grâce à un logiciel dont la mise en place s'est faite avec l'appui de l'Office des Nations Unies contre la Droque et

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Encadré 3 : L'ONUDC

L'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) est le chef de file des acteurs de la lutte menée, au plan mondial, contre les drogues, la criminalité internationale et le terrorisme.

Créé en 1997, l'Office compte environ 500 collaborateurs dans le monde.

Son siège est à Vienne en Autriche. Il dispose de 20 bureaux extérieurs couvrant 150 pays, dont un bureau de liaison à New York, et d'une représentation permanente à Bruxelles. Le bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre est installé à Dakar.

Site internet : www.unodc.org

Par ailleurs, la CENTIF a participé à l'animation de l'atelier national de formation des enquêteurs sur les techniques d'enquêtes, organisé par le GIABA à l'Hôtel Pullman Téranga du 25 au 28 février 2014, en présentant les deux modules suivants :

- le rôle de la CRF dans les enquêtes et la collaboration avec les services de police et de gendarmerie ;
- les techniques d'enquête et les exigences de la preuve.

La Cellule a apporté sa contribution au cinquième forum organisé par la SONATEL, dans le cadre élargi du Groupe Orange, sur le thème « Fraude et Revenu Assurance », du 25 au 26 novembre 2014 à Dakar.

A la demande de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal (BICIS), un représentant de la CENTIF a fait la présentation d'un cas pratique banalisé de blanchiment de capitaux à l'occasion des sessions de formation et de revue périodique des normes et procédures du Groupe BNP Paribas (le 15 avril 2014).

En collaboration avec l'Association des Responsables de Conformité des Banques et Etablissements Financiers (ARCOBEF), la CENTIF a organisé, le 27 mai 2014 à l'Hôtel TERROU-BI de Dakar, un séminaire de formation et de sensibilisation. Les discussions ont porté sur :

- la revue des insuffisances habituellement relevées par la CENTIF dans les déclarations de soupçon reçues : motivation insuffisante ou imprécise de certaines déclarations, formulaire partiellement renseigné, non exhaustivité des renseignements communiqués, absence de pièces justificatives, etc. ;
- l'amélioration attendue dans les délais de réponse aux demandes d'informations complémentaires ;
- les attentes des banques et établissements financiers (suite réservée aux déclarations de soupçon, formation, etc.).

La Cellule a également organisé, le 25 septembre 2014 à l'Hôtel Le NDIAMBOUR, un séminaire sur la mise en œuvre du dispositif de LBC/FT par les acteurs du secteur de l'immobilier, à savoir les sociétés de promotion immobilière et les agences immobilières. La rencontre a enregistré la participation de quarante cinq (45) représentants de ces structures.

Dans le cadre d'une déconcentration de ses activités, la CENTIF a organisé des tournées

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



dans les régions de Diourbel, de Kaolack et de Tambacounda (du 08 au 11 septembre 2014) et dans celles de Louga et de Saint-Louis (du 14 au 15 octobre 2014), en collaboration avec la Direction de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés (DRS-SFD), en vue de sensibiliser les acteurs du secteur et leur rappeler leurs obligations en matière de LBC/FT. Les cent cinquante et une (151) personnes qui ont assisté à ces rencontres sont invitées à un partage des connaissances ainsi acquises au sein de leurs institutions respectives.

Au titre des relations bilatérales avec des assujettis et des autorités de supervision, les personnes ci-après ont été rencontrées au cours de l'année 2014 :

- le Directeur de la Conformité de la BICIS, venu échanger sur le dispositif interne de LBC/FT de la banque et de préparer les sessions de formation et de revue périodique des normes et procédures du Groupe BNP Paribas, organisées à Dakar du 14 au 15 avril 2014 ;
- le Responsable du Département du contrôle interne et de la conformité de la CBAO-Groupe Attijariwafa Bank accompagné de son collaborateur chargé de la mise en œuvre des mesures de LBC/FT, le 25 mars 2014. Outre la prise de contact avec cette nouvelle équipe chargée de la mise en application des dispositions légales et réglementaires en matière de LBC/FT, la rencontre a été l'occasion de présenter le dispositif interne de LBC/FT qui a été renforcé et l'introduction auprès de la CENTIF d'une demande d'appui pour la formation du personnel ;
- le Directeur général de la NSIA Assurances, le 20 mai 2014 ;
- les responsables du réseau et de l'audit du Groupe MicroCred Sénégal. Les discussions ont tourné autour de la prise en charge des obligations d'assujetti : la mise en place d'un dispositif interne de LBC/FT, la formation du personnel, le suivi des transactions, la collaboration avec la CENTIF, etc. (le 24 juillet 2014) ;
- le Directeur Général de la Compagnie Nationale d'Assurance Agricole (CNAAS), accompagné de deux de ses collaborateurs, également pour un échange sur les obligations légales et réglementaires en matière de LBC/FT (le 25 juillet 2014) ;
- le Président et deux autres membres du Bureau de la Fédération sénégalaise des sociétés d'assurances dans le cadre de la préparation d'un atelier sur la mise en œuvre de dispositifs de LBC/FT par les compagnies d'assurances (le 13 août 2014) ;
- le Directeur du Commerce intérieur pour préparer la tenue d'un atelier sur la mise en œuvre de dispositifs de LBC/FT dans le secteur immobilier (le 14 août 2014).

Il convient de signaler également que la CENTIF a fait élaborer des documents à l'intention des systèmes financiers décentralisés et des établissements de jeux en vue de sensibiliser ces assujettis sur leurs obligations et rôles dans la LBC/FT et mettre à leur disposition un guide pour l'identification de signaux d'alerte de transactions suspectes.

Ces documents viennent en complément à d'autres initiatives, en particulier celles de la

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



DRS-SFD qui a élaboré un guide pour la mise en place, au sein des Systèmes financiers décentralisés, de procédures et programmes conformes aux dispositions des lois sur la LBC/FT. Ce guide aidera techniquement les SFD, notamment ceux de petites tailles, à mettre en place des procédures conformes.

Enfin, à l'occasion de la 23ème édition de la Foire internationale de Dakar qui a ouvert ses portes le 23 décembre 2014, une place a été réservée à la CENTIF au stand du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan pour lui offrir l'opportunité d'informer les visiteurs sur sa mission et ses activités.

3 - Autres activités

La CENTIF a été invitée, le 13 février 2014 à l'Hôtel Radisson BLU, à une séance de présentation des orientations stratégiques, du plan d'actions prioritaires et de l'état d'avancement du Plan Sénégal Emergent (PSE) aux Directions et Services du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan en prévision de la réunion du Groupe consultatif sur le Sénégal qui s'est tenue à Paris les 24 et 25 février 2014.

Elle a participé, le 10 juillet 2014 à la Salle de conférence du 6ème étage du Ministère de l'Economie et des Finances, à une réunion portant sur la mise en œuvre des mesures arrêtées dans le cadre de l'Instrument de soutien à la politique économique (ISPE). Le point concernant la Cellule est relatif à la publication semestrielle, sur son site internet, des statistiques sur le traitement des déclarations de soupçon.

Elle a également pris part à l'atelier de sensibilisation sur les points clés de la gestion axée sur les résultats (GAR) et d'harmonisation des plans stratégiques du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan qui a eu lieu du 14 au 16 octobre 2014 à l'Hôtel PULLMAN.

La Cellule a, en outre, été associée au Dialogue régional entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union Européenne ainsi qu'au symposium sur la gouvernance économique, la mobilisation de ressources domestiques et le financement du développement en Afrique de l'Ouest, organisés du 27 au 29 octobre 2014 à l'Hôtel TERROU-BI.

Enfin, dans le cadre de l'adoption de la loi de finances au titre de l'année 2015, la CENTIF a fait partie de l'équipe accompagnant le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan lors des travaux de la Commission de l'Economie générale, des finances, du plan et de la coopération économique de l'Assemblée Nationale (les 08 et 23 novembre 2014) ainsi que de la session plénière (les 12 et 24 décembre 2014).

La réalisation des activités d'amélioration du cadre de coordination des travaux des acteurs nationaux a été favorisée par l'appui multiforme de partenaires étrangers.

IV. ACTIVITES EXTERIEURES DE LA CENTIF

Hors des frontières du Sénégal, la CENTIF a maintenu, voire renforcé, sa collaboration avec différents acteurs de la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et les activités connexes, notamment des structures étrangères homologues.

1. Participation aux travaux des instances de régulation et de coopération en matière de LBC/FT
Dans l'espace de l'UEMOA, les Cellules Nationales de Traitement des Informations Financières se sont regroupées au sein du Réseau des CENTIF de l'UEMOA (RECEN-UEMOA) qui se réunit en Assemblée Générale ordinaire deux fois par an pour traiter de questions spécifiques à la sous-région.

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Ainsi, la 3ème Assemblée Générale ordinaire du Réseau s'est tenue le samedi 03 mai 2014 à Niamey, pour faire le point des activités menées durant la période de novembre 2013 à avril 2014 et présenter les actions programmées.

La 4ème Assemblée Générale ordinaire qui s'est tenue le 08 novembre 2014 à Dakar a, pour sa part, été principalement consacrée à la revue des activités de la période de mai à novembre 2014 et à l'élection d'un nouveau Président en la personne de Monsieur Robert TONDE, Président de la CENTIF du Burkina Faso.

Dans la région d'Afrique de l'Ouest, les réunions des organes et instances de concertation du GIABA se sont tenues à l'Hôtel GAWEYE à Niamey, au Niger, du 05 au 09 mai 2014 autour des points suivants :

- les rapports de suivi de l'évaluation mutuelle de Sao Tomé & Principe et de la Guinée, du Liberia, du Togo, du Bénin, du Nigéria, du Sénégal, de Cabo Verde, de la Guinée Bissau, de la Gambie et de la Sierra Leone,
- la présentation du rapport d'activités du Directeur Général du GIABA,
- l'examen du calendrier du deuxième cycle des évaluations mutuelles du GIABA,
- l'examen du mémorandum sur la demande d'adhésion au GIABA de l'Union des Comores,
- la réunion du Forum des cellules de renseignement financier des Etats membres du GIABA,
- l'examen du rapport de suivi/évaluation du GIABA pour l'année 2013,
- les échanges sur les guichets d'assistance technique par les partenaires au développement,
- la présentation du rapport des co-présidents du Groupe de travail sur les risques, tendances et méthodes (GTRTM),
- l'examen du mémorandum sur la composition du Groupe de travail sur les évaluations mutuelles et leur mise en œuvre (GTEMME) ;

Pour sa part, la deuxième session annuelle des réunions des groupes de travail et de la 22ème plénière du GIABA a été organisée à l'Hôtel King Fahd de Dakar, du 10 au 14 novembre 2014. Les travaux ont porté sur les principaux points ci-après :

- l'adoption des rapports de suivi de l'évaluation mutuelle des dispositifs de LBC/FT de la Guinée Bissau, de la Gambie, de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Ghana, du Mali et du Niger,
- la signature d'un protocole d'accord financier entre le GIABA et l'Union européenne, l'adoption du rapport d'activités du GIABA de mai à novembre 2014,
- l'adoption du document relatif aux processus et procédures du GIABA pour la conduite du 2ème cycle des évaluations mutuelles des dispositifs de LBC/FT des Etats membres,
- le changement de nom du Groupe de travail sur les évaluations mutuelles et leur mise en œuvre (GTEMME), devenu Groupe d'évaluation et de conformité (GEC),
- l'adoption du rapport des Co-présidents du Groupe de travail sur les risques, les menaces et les méthodes (GTRMM).

La CENTIF a, en outre, été conviée au séminaire de programmation annuelle des activités du GIABA qui visait, d'une part, à synchroniser et coordonner les activités de cette institution régionale avec celles des CRF et, d'autre part, à améliorer le cadre de collaboration entre les différents acteurs. L'objectif final était d'optimiser les résultats et l'impact des projets et programmes exécutés à l'échelle tant nationale que sous- régionale (les 10 et 11 mars 2014).

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Encadré 4 : Le GIABA

Le Groupe Intergouvernemental d'Action Contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) est une institution spécialisée de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) créée le 10 décembre 1999 afin de remplir trois grandes missions :

- le développement des stratégies pour protéger les économies des Etats membres contre l'utilisation des produits du crime ;
 - l'adoption de mesures de lutte contre le blanchiment des produits du crime en Afrique de l'Ouest ;
 - le renforcement de la coopération entre les Etats membres par l'adoption de standards d'ordre normatif et institutionnel de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- Le GIABA est, depuis 2010, un membre associé du GAFI avec le statut d'organisme régional de style GAFI (ORSG).

Au niveau international, la Cellule a assisté aux réunions des groupes de travail et à la plénière du Groupe d'action financière (GAFI) à Paris (du 23 au 27 juin 2014 et du 18 au 24 octobre 2014), à l'invitation du GIABA.

Les principales questions examinées au cours de ces rencontres ont permis de clarifier certains concepts pour leur meilleure compréhension, d'échanger sur l'expérience des premiers pays à être évalués au titre du quatrième cycle du GAFI, de partager les orientations du GAFI sur la prise en charge efficace de certaines exigences normatives, de réfléchir sur la problématique du financement du terrorisme, d'aborder des questions relatives à la gouvernance du GAFI, etc.

Encadré 5 : Le GAFI

Le Groupe d'action financière (GAFI) est un organisme intergouvernemental créé en 1989 qui a pour objectifs l'élaboration de normes et la promotion de l'application efficace de mesures législatives, réglementaires et opérationnelles en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et les autres menaces pesant sur l'intégrité du système financier international.

Le GAFI a élaboré, pour la première fois en 1990, une série de recommandations reconnues comme ayant une valeur normative internationale. Il s'assure de la mise en oeuvre de ces recommandations par une évaluation des dispositifs mis en place et un suivi des progrès réalisés par les Etats pour protéger leur secteur financier contre une utilisation à des fins illicites, en s'appuyant sur les Etats membres et sur les organismes régionaux de style GAFI (ORSG) qui relaient son action dans les espaces géographiques relevant de leurs compétences.

Le siège du GAFI est installé dans les locaux de l'Organisation de Coopération

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



En ce qui le concerne, le cercle des cellules de renseignement financier francophones a réuni ses représentants à Douala au Cameroun, du 05 au 07 mai 2014, en séminaire au cours duquel des discussions ont été engagées sur :

- les trois principales fonctions d'une cellule de renseignement financier (réception des déclarations de soupçon, analyse du renseignement financier et transmission aux autorités judiciaires ou à des structures homologues),
- l'échange de bonnes pratiques en matière de coopération internationale,
- les enjeux des nouveaux standards du Groupe Egmont,
- la question de la transposition des concepts anglo-saxons,
- les défis relatifs à la conciliation du respect des règles internationales avec la nécessité d'assurer l'efficacité de l'échange d'informations.

La Cellule a également pris part aux deux rencontres semestrielles du Groupe Egmont. En premier lieu, les réunions des Groupes de travail ont eu lieu du 16 au 19 février 2014 à Budapest, en Hongrie, pour traiter des questions relatives, entre autres :

- à la présentation des textes révisés du Groupe Egmont (Charte, Principes de l'échange d'informations, Guide opérationnel pour les activités des CRF et l'échange d'informations),
- à l'examen du projet de révision de la procédure d'adhésion au Groupe,
- à la revue des activités des cinq (5) groupes de travail.

Les réunions des groupes de travail et de la 22ème plénière se sont ensuite tenues du 1er au 06 juin 2014 à Lima au Pérou. L'ordre du jour a porté sur :

- l'examen du projet de redécoupage de l'espace Egmont qui se traduira par le passage de cinq (5) régions actuellement à huit (8) nouvelles régions,
- des discussions sur le problème de la barrière linguistique, l'anglais étant la seule véritable langue de travail utilisée,
- la présentation du projet de plan d'actions stratégique 2014-2017,
- l'admission de nouveaux membres dont cinq (5) pays d'Afrique subsaharienne, à savoir le Ghana, la Namibie, l'Angola, le Tchad et la Tanzanie.

Encadré 6 : Le Groupe Egmont

Le Groupe Egmont est un forum international regroupant des cellules de renseignement financier (CRF) et qui vise à faciliter l'échange d'informations, à renforcer la coopération internationale et à promouvoir l'opérationnalité de ses membres. Il compte plus de cent quarante membres répartis dans les cinq continents.

Il tient son nom du Palais Egmont à Bruxelles, en Belgique, où s'est tenue la réunion au cours de laquelle il a été décidé de sa création, en juin 1995.

Le Groupe Egmont a développé une plateforme sécurisée de communication et d'échange d'informations entre cellules de renseignement financier, dénommée «Egmont Secure Web» (ESW).

La CENTIF du Sénégal est membre du Groupe Egmont depuis 2009. Elle a, à son actif, le parrainage de cellules de renseignement financier de plusieurs pays.

Site internet : www.egmontgroup.org

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



2. Relations avec les autres cellules de renseignement financier

La coopération avec les cellules de renseignement financier (CRF) a été marquée par les activités ci-après :

- visite de travail d'une délégation du Comité ministériel de coordination de la LBC/FT du Togo composée de M. Tcha Bignonssi AQUITEME, Président de la CENTIF, Me Koko DZOKA, membre de l'ordre des avocats, M. Kwami Dodji KPONDZO, représentant de la fédération des organisations non gouvernementales (du 22 au 23 janvier 2014) ;
- visite d'imprégnation d'une délégation de trois (3) membres du Comité National de Coordination des Actions relatives à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (CNCA-LBCFT) du Niger conduite par Mme Tchimaden HADATAN SANADY, Présidente de la CENTIF. Les échanges ont porté sur l'organisation des activités du Comité sénégalais, sur la préparation, la mise en oeuvre et le suivi des programmes d'activités ainsi que sur les relations avec les assujettis (du 10 au 15 mars 2014) ;
- visite d'évaluation du dispositif de LBC/FT du Kosovo par une délégation de représentants de la CENTIF du Sénégal et des CRF de Finlande et de Slovénie, dans le cadre du parrainage de la CRF de ce pays en vue de son adhésion au Groupe Egmont (du 31 mars au 5 avril 2014) ;
- visite d'imprégnation et de mise à niveau de deux membres nouvellement nommés à la CENTIF du Mali (du 11 au 15 août 2014) ;
- séjour de formation à la CENTIF du Sénégal de deux (2) membres du Comité interministériel togolais de suivi des activités de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (du 08 au 12 septembre 2014) ;
- participation de la CENTIF du Sénégal à l'animation d'un séminaire organisé par la CENTIF du Niger en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), sur la lutte contre le financement du terrorisme (à Niamey, du 13 au 14 octobre 2014) ;
- séjour à Niamey d'une équipe conjointe de la CENTIF du Sénégal et de TRACFIN, la CRF française, pour une mise à jour du dossier de parrainage de la CENTIF du Niger en vue de son adhésion au Groupe Egmont (du 15 au 16 octobre 2014) ;
- mission d'appui technique à la CENTIF du Niger pour la formation et la sensibilisation des organisations de la société civile et des médias (du 27 au 30 octobre 2014).

Enfin, le réseau relationnel de la CENTIF a été étendu, à la faveur de la signature, le 07 mai 2014 à Niamey au Niger, de deux (2) nouveaux accords administratifs de coopération et d'échange d'informations avec les cellules de renseignement financier du Ghana (Financial Intelligence Centre) et du Libéria (Financial Intelligence Unit).

Ainsi, au 31 décembre 2014, vingt six (26) accords ont été conclus avec les Cellules suivantes :

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Cellule de renseignement financier	Sigle	Pays	Année
Cellule de Traitement des Informations Financières	CTIF-CFI	Belgique	2006
Special Investigation Commission	SIC	Liban	2006
Nigerian Financial Intelligence Unit	NFIU	Nigéria	2006
Agence Nationale d'Investigation Financière	ANIF	Gabon	2008
Cellule de traitement du Renseignement Financier	CTRIF	Algérie	2008
Cellule de Renseignement Financier	FIU LUX	Luxembourg	2009
Indonesian Financial Transaction Reports and Analysis Centre	INTRAC/PPATK	Indonésie	2009
Unidade de Informação Financeira	UIF	Portugal	2009
Financial Intelligence Centre	FIC	Afrique du Sud	2010
Traitement du Renseignement et Action contre les Circuits FINANCIERS clandestins	TRACFIN	France	2010
Financial Intelligence Unit	FIU	Maurice	2010
Unidad de Información y Análisis Financiero	UIAF	Colombie	2010
Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers	SICFIN	Monaco	2010
Serious Organised Crime Agency (1)	SOCA	Angleterre	2010
Commission d'Analyse des Informations Financières	CANIF	Mauritanie	2010
Financial Crimes Investigation Board	MASAK	Turquie	2010
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières	CANAFE-FINTRAC	Canada	2011
Financial Crimes Enforcement Network	FinCEN	Etats Unis	2011
State Committee for Financial Monitoring	SCFM	Ukraine	2012
Public Prosecutor for Serious Economic Crime	SØK	Danemark	2012
Federal Financial Monitoring Service	Rosfinmonitoring	Russie	2013
Japan Financial Intelligence Center	JAFIC	Japon	2013
Egyptian Money Laundering Combating Unit	EMLCU	Egypte	2013
Unidade de Informação Financeira	UIF	Cap Vert	2013
Financial Intelligence Unit	FIU	Libéria	2014
Financial Intelligence Centre	FIC	Ghana	2014

(1) La SOCA est devenue, à compter du 07 octobre 2013, la National Crime Agency (NCA)

3. Relations avec les partenaires techniques et financiers

La collaboration avec les partenaires techniques et financiers a consisté en la réalisation de diverses activités dont les principales sont :

- la rencontre avec Mme Ewelina OBLACEWICZ, du cabinet Ernest & Young, qui a conduit une mission d'évaluation de la dotation de la France au Fonds Européen de Développement (le 29 janvier 2014) ;
- l'audience accordée à M. Luca PARILLI, Officier de liaison à l'Ambassade d'Italie au Sénégal, agissant dans le cadre de la préparation de la visite au Sénégal du Directeur central des services anti-drogues de la République italienne (04 février 2014) ;
- la séance de travail avec Mme Iris JOHNS, Chargée de mission « Conformité » au Département Contrôle Permanent et Conformité de l'Agence Française de Développement (AFD) et Mme Clémence MICHELSEN, Chargée de Projet à l'AFD Dakar, venues pour s'informer sur l'organisation et la mise en oeuvre du dispositif de LBC/FT du Sénégal (le 11 février 2014) ;

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



- la rencontre avec M. Kémo OULARE, Officier de renseignement financier au Département de lutte contre la corruption et les crimes financiers d'Interpol, accompagné de M. Moustapha KA, correspondant de la CENTIF au Ministère de la justice et du Colonel de Gendarmerie Mactar SOW, membre de l'OFNAC. La visite était destinée à préparer l'organisation d'un atelier sous-régional entrant dans le cadre du programme conjoint (Interpol/Département américain de la Justice) d'assistance technique sur la lutte contre la corruption et le recouvrement des avoirs en Afrique de l'Ouest (07 mars 2014) ;
- la réunion du Comité de suivi opérationnel (CSO) du deuxième devis-programme conclu avec l'Union Européenne s'est tenue le 29 avril 2014 dans les locaux de la CENTIF. La rencontre a enregistré la participation de la Direction de l'Investissement du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan ainsi que celle de la Délégation de l'Union Européenne. Elle a été axée sur le rappel des procédures d'exécution des dépenses, sur l'examen du chronogramme de réalisation des activités et, enfin, sur la définition des modalités de reporting et de suivi comptable des activités ;
- la séance de travail avec une délégation conjointe de la Banque Africaine de Développement (BAD) et du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) chargée d'identifier les besoins des Etats membres du GIABA en matière de LBC/FT. L'appui institutionnel envisagé dans ce cadre couvre trois domaines principaux : le renforcement de capacités, les études et les réformes institutionnelles ;
- la séance de travail avec l'équipe de protection des unités de l'armée américaine au Sénégal « Force Protection Detachment » de l'Ambassade des Etats Unis d'Amérique, également en charge de la lutte contre les menaces financières, pour des échanges sur les possibilités de coopération et de renforcement de capacités (le 11 juin 2014) ;
- la séance de travail avec Messieurs Kevin ADAMS et Matthew GREER de l'Agence des Etats-Unis d'Amérique en charge de la lutte contre la drogue (Drug Enforcement Administration) pour discuter des possibilités de collaboration (le 08 juillet 2014) ;
- la séance de travail, le 04 août 2014, avec Madame Dominique JACQUES, experte principale recrutée par l'Union Européenne (UE) pour la formulation du projet d'appui au renforcement de l'Etat de droit au titre du 11ème Fonds européen de développement (2014-2020) axé sur l'amélioration des performances du secteur de la justice et sur la lutte contre la criminalité financière. La rencontre a été suivie d'une réunion de restitution (le 11 août 2014 dans les locaux de la Délégation de l'UE) et d'un atelier de partage (le 25 septembre 2014 à l'Hôtel Novotel), en présence de représentants de la Direction de la Coopération Economique et Financière au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de la Banque Mondiale, de

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



l'OFNAC, de l'ordre des avocats, de l'Observatoire des lieux de privation de liberté ainsi que d'organisations de défense et de protection des droits humains ;

- la visite de courtoisie du Président de la CENTIF auprès de Madame Dominique DELLICOUR, Chef de la Délégation de l'Union Européenne en République du Sénégal, pour la remise d'exemplaires des rapports annuels 2012 et 2013 de la Cellule. Cette visite a été suivie d'une séance de travail élargie au cours de laquelle plusieurs questions relatives aux différentes formes d'appui à la CENTIF ont été abordées (le 21 août 2014) ;
- la visite de courtoisie de Monsieur Mike LANG, nouveau Conseiller juridique à l'Ambassade des USA au Sénégal venu réaffirmer de la disponibilité de son service à collaborer avec la CENTIF (le 04 septembre 2014).
- la séance de travail avec Madame Elisabeth EL-KHODARY, Conseiller politique, économique et commercial de l'Ambassade des USA au Sénégal (le 18 novembre 2014) .

Par ailleurs, plusieurs rencontres ont eu lieu avec divers intervenants sur le Projet « Route de la cocaïne : Activités de lutte contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (Ghana, Nigeria, Sénégal et Cap-Vert) » financé par l'Instrument de Stabilité de l'Union Européenne. La CENTIF du Sénégal a été choisie comme interlocuteur des responsables ainsi que des experts intervenant dans la mise en oeuvre du Projet, à savoir notamment :

- M. Kodjo ATTISSO, expert en investigation et analyse financières au Centre International de Récupération des Actifs de l'Institut de Gouvernance de Bâle (le 10 mars 2014) ;
- Mme Janice McCLEAN et M. Javier BURGOS, responsables du bureau installé à Dakar pour la mise en oeuvre du projet (21 mars 2014) ;
- M. Marco Maria ALMA, Magistrat à la Direction générale du développement et de la coopération au Ministère italien des affaires étrangères, et M. José Manuel ALVAREZ LUNA, Officier de police à la Brigade de lutte contre le blanchiment de capitaux à la Direction générale de la police italienne, experts chargés du suivi de la mise en oeuvre du projet (le 24 février 2014) ;

Dans le cadre dudit projet, plusieurs activités ont été déroulées en 2014 :

- le lancement d'un programme d'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre les quatre cellules de renseignement financier concernées par le projet qui a consisté en l'organisation d'un séjour d'imprégnation d'analystes financiers, successivement au Nigeria (du 27 au 31 janvier 2014), au Ghana (du 12 au 21 février 2014), au Cap Vert (du 24 au 28 février 2014) et au Sénégal (du 17 au 21 mars 2014) ;
- la tenue de la deuxième réunion du comité de pilotage du Projet, le 19 mai 2014 à Bruxelles, pour un bilan d'étape et une projection sur les activités restantes ;
- la visite organisée dans les locaux de la CTIF-CFI, la cellule de renseignement financier belge, pour une présentation de la plateforme FIU.NET, qui sera adaptée en vue de son utilisation pour l'échange d'informations entre les quatre cellules de renseignement financier ;

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



- la visite d'enquêteurs et d'analystes financiers des quatre (4) pays prenant part au projet à la cellule de renseignement financier de Colombie, à Bogota (du 04 au 08 août 2014) ;
- les séjours d'échange de bonnes pratiques effectués par des enquêteurs de la police et de la gendarmerie sénégalaises en France et en Belgique ;
- la mise à la disposition de l'équipe du Projet du Centre de formation et de documentation de la CENTIF pour l'organisation, entre juin et septembre 2014, de cours en ligne sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et sur le recouvrement d'avoirs, à l'intention d'enquêteurs de la CENTIF, de la Douane, de la Police, de la Gendarmerie et de l' OFNAC ;
- la tenue d'un atelier regroupant des agents de la Douane, de la Police, de la Gendarmerie et de la CENTIF pour consolider l'apprentissage en ligne, tirer profit des connaissances d'experts internationaux et développer l'utilisation de la technologie et de la recherche sur internet comme outils d'enquête (08 au 11 octobre 2014 au siège du GIABA à Dakar) ;
- la préparation de l'installation de la plateforme FIU.NET dont la technologie sera utilisée pour l'échange d'informations entre les quatre cellules concernées par le projet.

4. Autres activités

La CENTIF a été associée aux activités ci-après :

- la seizième (16ème) session annuelle du Crans Montana Forum consacrée en grande partie à la globalité et à l'imprévisibilité des nouvelles menaces à la paix et à la sécurité (du 15 au 17 octobre 2014 à Genève) ;
- la séance de travail avec une délégation de la banque HSBC composée de responsables en charge de la conformité et de la LBC/FT au siège du groupe, en Grande Bretagne, ainsi qu'en Afrique. La visite avait pour but d'améliorer la connaissance de l'environnement dans lequel les correspondants locaux de cette banque exercent leurs activités afin de bien évaluer les risques liés aux transactions effectuées avec eux (le 03 décembre 2014).

V. MISSIONS OPERATIONNELLES DE LA CENTIF

1. Réception des déclarations de soupçon

Dans le cadre de l'accomplissement de sa mission, la CENTIF a collecté des informations concernant des faits susceptibles de relever du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme signalées à l'occasion de l'exécution d'opérations financières.

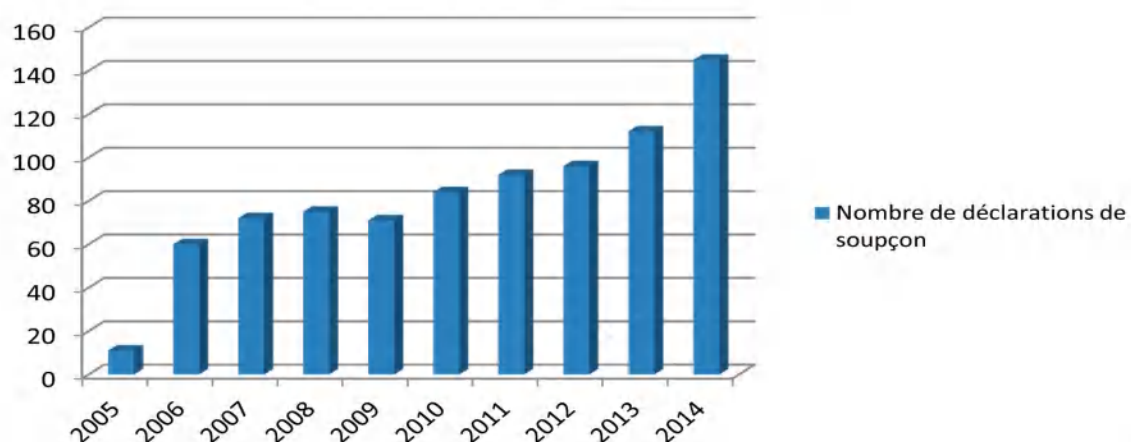
Elle a procédé à l'analyse desdites informations et, lorsque nécessaire, saisi les autorités judiciaires compétentes.

Il importe de préciser que les déclarations d'opérations suspectes (DOS) faites par les assujettis concernent à la fois des transactions entièrement dénouées et des tentatives n'ayant pas abouti. En 2014, la Cellule a reçu cent quarante cinq (145) déclarations d'opérations suspectes faites par des banques (124, soit 86% de l'ensemble), des administrations financières (11, soit 7,6%), des systèmes financiers.

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Evolution du nombre de déclarations d'opérations suspectes reçues de 2005 à 2014



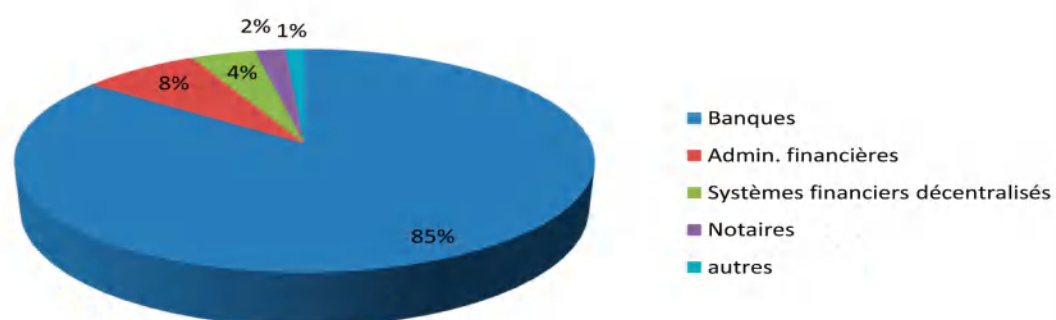
Ces déclarations sont toutes relatives à des soupçons de blanchiment de capitaux, aucun assujetti n'ayant signalé de cas, avéré ou non, qui pourrait avoir un lien avec des activités de financement du terrorisme.

Par rapport à l'année 2013, les déclarations d'opérations suspectes ont cru de 29,46% en volume.

La tendance haussière, observée depuis 2005, se confirme et à même tendance à se renforcer, notamment en ce qui concerne les deux dernières années.

Entre 2005 à 2014, le cumul des déclarations de soupçon reçues est ressorti à 818 unités et est composé essentiellement des signalements faits par les banques (85%). Les autres déclarants sont les administrations financières (8%), les SFD (4%), les notaires (2%), etc.

Répartition des déclarations d'opérations suspectes reçues de 2005 à 2014 selon la catégorie des assujettis



Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Le système bancaire demeure donc le principal pourvoyeur de déclarations d'opérations suspectes.

Les autres domaines du secteur financier, à l'exception des SFD, ont une contribution marginale voire nulle.

Concernant les acteurs du secteur non financier, connus sous le vocable d'entreprises et professions non financières désignées (EPNFD), ils ne semblent pas avoir entièrement intégré les diligences relatives à la lutte de blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme comme partie de leurs activités.

En outre, l'absence, dans la plupart des cas, d'une autorité expressément désignée pour assurer le contrôle du respect, par lesdits acteurs, des obligations en matière de LBC/FT est une faille à combler dans le cadre de la révision du cadre juridique.

2. Traitement des déclarations de soupçon

L'analyse des données communiquées par les assujettis est, en règle générale, complétée par des informations recueillies auprès de partenaires nationaux ou étrangers.

A cet effet, la Cellule a, en 2014 :

- saisi des personnes physiques et morales nationales de deux cent vingt et une (221) requêtes ;
- transmis vingt quatre (24) demandes d'informations à des cellules de renseignement financier étrangères ;
- consulté des bases de données internationales (I 24/7 d'Interpol, World-Check, etc.).

Au final, la CENTIF a examiné en 2014 cent onze (111) rapports d'enquêtes regroupant cent vingt et une (121) déclarations de soupçons.

3. Résultats des investigations de la CENTIF

A l'issue de l'examen des rapports d'enquêtes, soixante douze (72) dossiers ont été classés du fait de l'absence d'éléments permettant, à ce stade, de confirmer les soupçons ; la réouverture des dossiers est toutefois envisageable dès lors que la Cellule a connaissance de faits nouveaux sur les personnes mises en cause dans ces dossiers.

Des indices de blanchiment de capitaux ont été identifiés par la CENTIF sur vingt deux (22) dossiers d'enquêtes pour lesquels des rapports ont été établis et transmis au Procureur de la République près le tribunal régional hors classe de Dakar, conformément aux dispositions de l'article 29 de la loi n°2004-09 du 06 février 2004 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux.

Ainsi, de 2005 à 2014, cent trente (130) rapports ont été transmis par la CENTIF à l'autorité judiciaire.

Sur la base des informations disponibles, deux (2) dossiers émanant de la Cellule ont été jugés en 2014 et ont abouti à autant de décisions de condamnation.

Au total, entre 2005 et 2014, vingt six (26) dossiers transmis par la CENTIF ont été jugés, avec les suites ci-après :

- quinze (15) décisions de condamnation,
- huit (8) de non lieu,
- une (1) d'incompétence,
- deux (2) de relaxe.

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



4. Exécution des décisions de justice

Le Sénégal souffre de l'absence d'un dispositif opérationnel de récupération et de gestion des produits du crime organisé, tel que recommandé par le Groupe d'Action financière (GAFI). Toutefois, l'année 2014 a coïncidé avec les premiers actes concrets d'exécution des décisions prononcées par l'autorité judiciaire sur des dossiers de blanchiment de capitaux qui lui ont été communiqués par la CENTIF. En effet, les actions engagées par l'Agence Judiciaire de l'Etat, structure relevant du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, ont abouti :

- au virement dans le compte du Trésorier Général à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) d'une somme de 643.181.577 F.CFA détenue dans le compte bancaire d'une personne condamnée pour blanchiment d'argent ;
- au lancement du processus de mutation au nom de l'Etat du Sénégal de deux (2) terrains de 210 m2 et 398 m2, situés dans la région de Dakar, préalablement immatriculés au nom de la même personne ;
- au virement dans le compte du Trésorier Général à la BCEAO d'un montant de 34.878.607 F.CFA figurant au crédit du compte bancaire d'une autre personne, également condamnée pour blanchiment d'argent.

Les avoirs en cause avaient été identifiés, au cours des investigations menées par la CENTIF, comme étant le produit généré par des activités illégales que leurs auteurs se sont attelés à blanchir.

VI. CAS ILLUSTRATIFS DE FAITS DE BC/FT TIRES DES DOSSIERS TRAITES PAR LA CENTIF

Le cycle du blanchiment de capitaux se présente généralement en trois (3) phases :

- a) La phase initiale est celle du **placement** correspondant à l'introduction des produits issus d'activités illicites dans le système financier.
- b) La deuxième étape dite **d'empilage** se traduit par des conversions ou des déplacements de fonds d'origine illégale pour les éloigner de leurs sources.
- c) La troisième phase consiste en **l'intégration** des fonds dans des activités économiques légales.

Cas n°1 : Escroquerie à grande échelle, trafic d'influence

Monsieur Mélakh est un sénégalais qui se fait passer pour une personnalité de haut rang en se prévalant de la qualité de dirigeant d'organismes financiers et de représentant d'investisseurs dotés de ressources financières importantes.

Il affirme également s'être entouré de conseillers dont les compétences couvrent divers secteurs d'affaires.

Au nombre des entreprises qu'il a créées, figurent les sociétés « Sama Yone » et « Xétali ».

Dans le cadre de ses activités, il entre en relation avec plusieurs banques de la place parmi lesquelles les filiales sénégalaises de deux grandes banques étrangères, en l'occurrence « COPAR » et « XALISS ».

A ces institutions financières, Monsieur Mélakh présente des projets d'investissement portant sur des sommes très élevées, pour lesquels il sollicite un financement.

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



La banque « COPAR », qui avait déjà clôturé le compte personnel de M. Mélahk, après l'avoir déclassé comme compte dormant, refuse de financer un projet de 70 milliards de F.CFA malgré la présentation de documents de garantie qui émaneraient d'une banque étrangère. Le refus de la banque est motivé par :

- des informations diffusées dans la presse sur des actes d'escroquerie qui seraient commis par M. Mélahk ;
- l'environnement de la banque garante, installée dans un territoire offshore, c'est-à-dire une zone géographique à risque très élevé.

A la banque « XALISS », le compte de « Sama Yone » a reçu des virements d'une centaine de millions de francs CFA en provenance de l'étranger sur ordre de personnes sans relation connue avec M. Mélahk ou avec son entreprise.

Les investigations menées par la CENTIF après la réception d'une déclaration de soupçon ont révélé les faits suivants :

1°) la société « Xétali » est, en réalité, un établissement non agréé par les autorités compétentes et qui, malgré tout, propose des services financiers tels que les prêts aux entreprises, les prêts personnels, le financement de retraites, des investissements sur le marché secondaire des titres, etc. ;

2°) une procédure pénale pour escroquerie en bande organisée a été enclenchée contre M. Mélahk qui a été arrêté par la Police suite à une plainte contre lui pour une escroquerie portant sur un projet d'envergure nationale ;

3°) M. Mélahk avait établi des contacts épistolaires avec les plus hautes autorités d'un Etat étranger en vue de la mise en oeuvre de projets bilatéraux de développement, en se présentant comme un mandataire de l'Etat du Sénégal ;

4°) M. Mélahk prétendait être partie prenante dans un programme visant, en relation avec ses partenaires basés en Europe, à doter le Sénégal d'infrastructures de dernière génération : aéroports, trains à grande vitesse, bateaux de croisière, centrales nucléaires. Il avait également annoncé la construction d'une cité ultramoderne en association avec un sénégalais, dirigeant de la société de BTP « Tabakh », également arrêté par la Police nationale pour des faits d'escroquerie foncière portant sur une somme de trois (3) milliards F.CFA.

Les faits ainsi recensés ont permis à la CENTIF de produire un rapport qu'elle a transmis au Procureur de la République sur la base des indices de blanchiment de capitaux suivants :

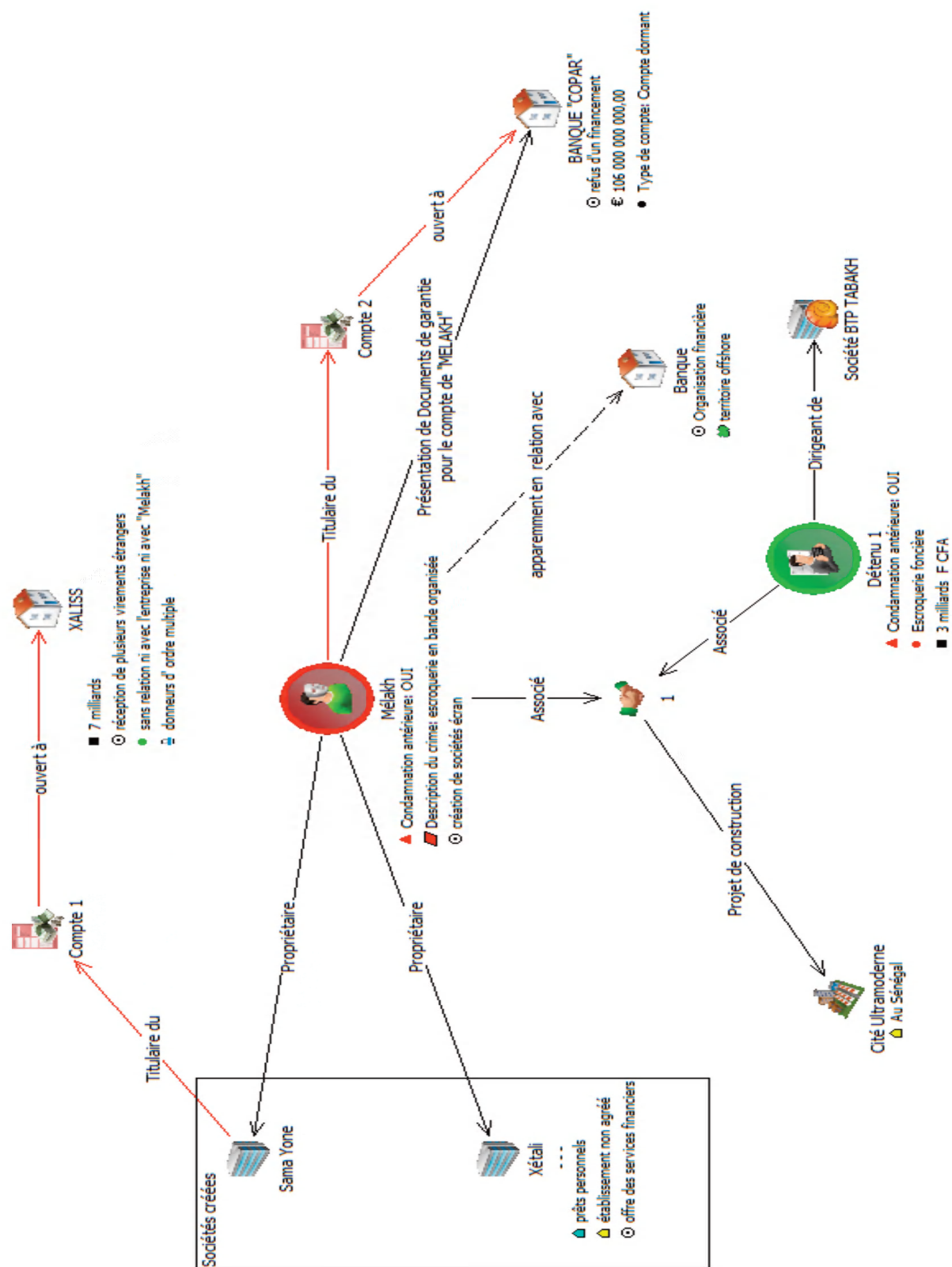
- tentative d'introduction dans le système bancaire de produits d'origine illicite résultant de la commission d'une infraction d'escroquerie par des manoeuvres frauduleuses ;
- prise de fausses qualités ;
- absence de relations connues ou identifiables avec les donneurs d'ordre des virements reçus de l'étranger ;
- création de sociétés-écrans pour tromper la vigilance des banques et des autorités étatiques en leur proposant de prétendus projets économiques de grande envergure.

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Schémas illustratifs des typologies

Typologie 1 :



Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Cas n°2 : Versement, par un responsable d'une structure publique, de sommes d'argent sans justification économique sur son compte et sur celui de son enfant

Responsable dans une structure publique, Monsieur SOU a ouvert deux comptes d'épargne dans les livres d'une banque de la place, le premier à son nom personnel et le second au nom de son fils, âgé de moins de deux (2) ans.

La banque a constaté que, sur une période de 30 mois, des versements en espèces pour un montant global de près de 100 millions de F.CFA ont été effectués sur ces deux comptes, le montant versé au cours d'une journée pouvant atteindre 15 millions F.CFA, sans aucune justification en dépit des demandes de la banque.

Ces opérations ont été effectuées de manière récurrente, poussant ainsi la banque à transmettre une déclaration de soupçon à la CENTIF.

Les investigations menées par la CENTIF ont pu déterminer le niveau de rémunération de Monsieur SOU en tant qu'agent de l'Etat.

En effet, le montant total des salaires et autres rémunérations de toute nature dont Monsieur SOU a bénéficié au cours des quatre dernières années, soit 48 mois (et en supposant que tous ces revenus ont été épargnés), ne s'est élevé qu'à quelque 80 millions F.CFA, donc moins que le cumul des sommes effectivement épargnées en 30 mois.

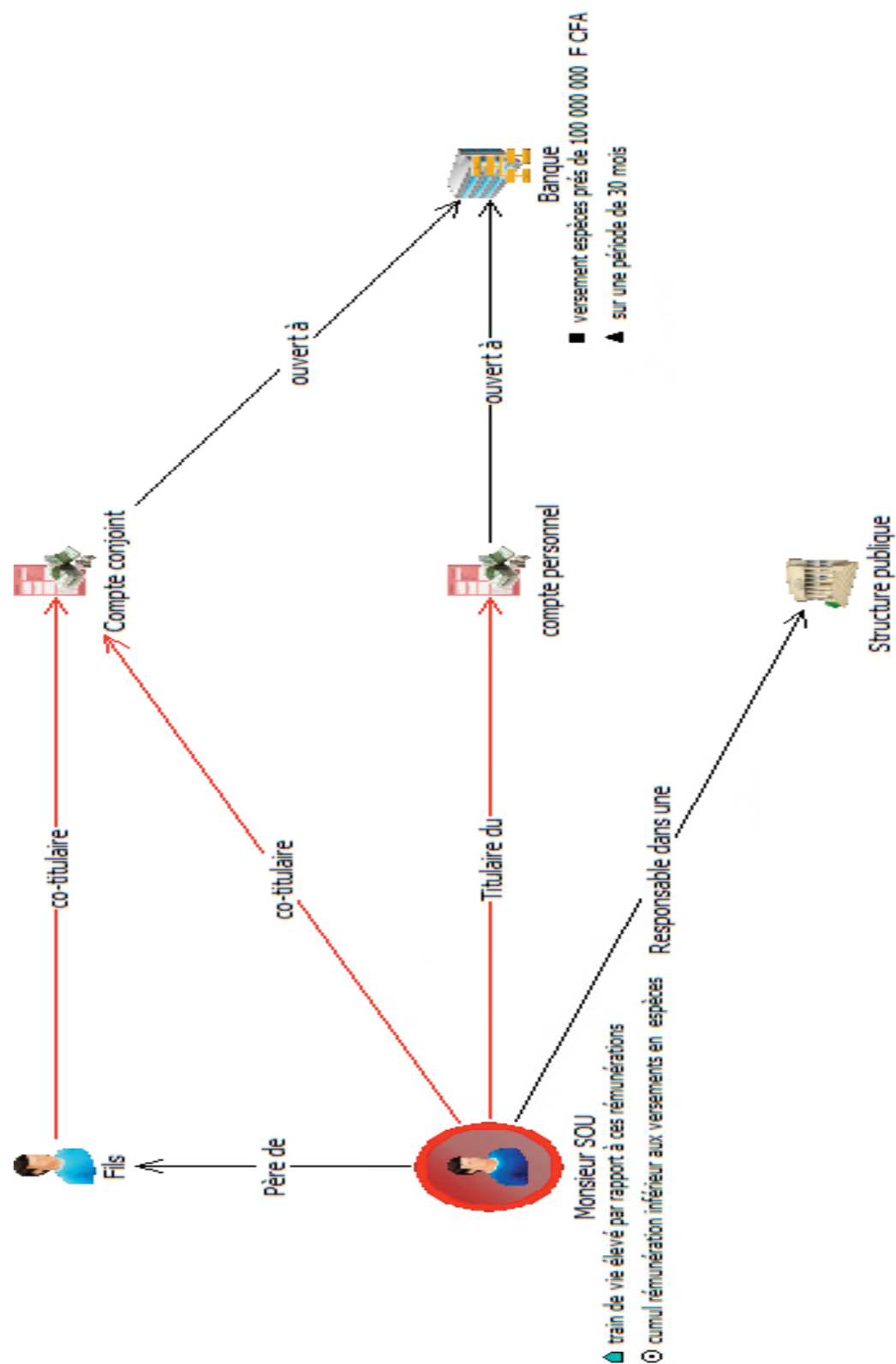
La CENTIF a ainsi saisi le Procureur de la République d'un rapport, en se fondant sur les indices de blanchiment de capitaux suivants :

- inadéquation entre les approvisionnements des comptes bancaires et le niveau des revenus connus de Monsieur SOU ;
- non production des pièces justificatives réclamées par la banque ;
- importance des opérations en espèces ;
- exposition du poste occupé par M. SOU au risque de corruption ou de détournement de deniers publics ;
- dispersion de fonds d'origine inconnue en utilisant notamment le compte ouvert par le mis en cause au nom d'un enfant mineur.

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Typologie 2 :



Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Cas n°3 : Trafic international de drogue et corruption impliquant une PPE

M. Lakalé est un ressortissant d'un pays étranger où il occupe d'importantes fonctions publiques et peut, à ce titre, être considéré comme une personnalité politiquement exposée (PPE). Il a ouvert un compte dans les livres d'une banque sénégalaise à laquelle il a déclaré être un « technicien » sans autres précisions.

Deux ans après l'entrée en relation avec la banque, le compte enregistre deux versements d'un montant global de dix (10) millions de F.CFA.

A l'occasion de l'exécution d'un virement ordonné plus tard par M. Lakalé à destination de son pays d'origine, la banque découvre que son client figure sur une liste de personnes suspectées de trafic de drogue. Elle saisit alors la CENTIF d'une déclaration de soupçon.

Les résultats des investigations de la CENTIF ont confirmé l'implication de M. Lakalé dans des activités liées au trafic de drogue. En effet, il a été inculqué pour trafic de drogue et blanchiment de capitaux dans un pays tiers où il était activement recherché.

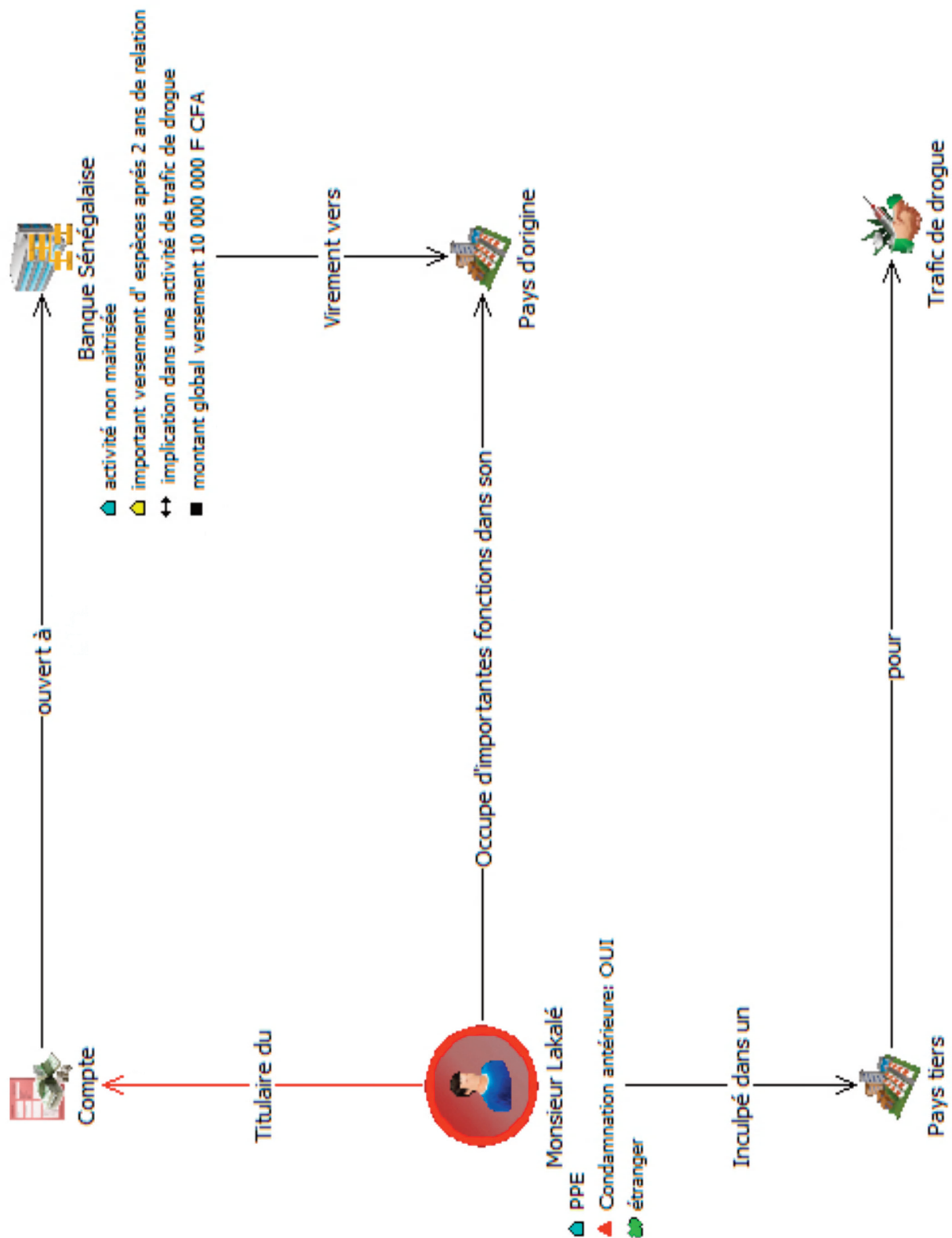
La CENTIF a transmis un rapport au Procureur de la République sur la base des indices de blanchiment de capitaux suivants :

- fausse déclaration d'activité à l'ouverture du compte ;
- statut de Personne Politiquement Exposée du titulaire du compte ;
- origine inconnue des fonds servant à alimenter le compte bancaire ;
- antécédents de trafiquant de drogue ;
- absence de justification probante du transfert de fonds demandé vers le pays d'origine du mis en cause.

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Typologie 3 :



Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Cas n°4 : Tentative d'escroquerie, de faux et usage de faux en écritures privées de banque

Monsieur MONINGE, est gérant de deux sociétés, « MARQUE » et « DESIGN ». Il a remis à une banque sénégalaise, pour encaissement, un chèque de banque d'un montant de 300 000 dollars US (soit une contrevaletur d'environ 154 millions de F.CFA) émis à l'ordre de la société « MARQUE » à la demande d'un dénommé Andrew X.

Pour justifier cette remise de chèque, M. MONINGE invoque le paiement, par un client étranger, d'une facture de fourniture de matériels informatiques.

Après réception du chèque, la banque l'envoie pour encaissement à un correspondant bancaire étranger. Quelques jours plus tard, après notification par ledit correspondant de l'encaissement, sauf bonne fin, du chèque, la banque crédite le compte de la société «MARQUE» de la somme de 154 millions de F.cfa.

Le lendemain, M. MONINGE retire 100 millions F.CFA en espèces et ordonne deux virements de 15 millions F.CFA chacun, l'un à destination de son compte personnel et l'autre pour alimenter le compte de la société « DESIGN », dans la même banque.

Quatre jours après avoir crédité le compte de la société « MARQUE », la banque sénégalaise reçoit un message de son correspondant étranger lui signifiant que le chèque de 300 000 USD est revenu impayé au motif qu'il s'agit d'un chèque contrefait.

La banque porte alors plainte contre M. MONINGE qui est interpellé, mis en détention provisoire et poursuivi des chefs d'escroquerie et de faux et usage de faux en écritures privées de banque. Elle transmet, en outre, une déclaration de soupçon à la CENTIF.

La CENTIF a mené des investigations qui ont révélé qu'une partie des sommes retirées en espèces a été répartie entre plusieurs comptes ouverts dans différentes institutions bancaires de la place, à partir desquels d'importants retraits en espèces ont été effectués par la suite, faisant ainsi disparaître la trace des fonds.

Des versements ont également été effectués dans le compte bancaire d'un tiers qui s'active dans le commerce de marchandises entre l'Afrique de l'Ouest et le Moyen-Orient.

La CENTIF a envoyé un rapport au Procureur de la République sur la base des indices de blanchiment ci-après :

- faux et usage de faux ;
- faux en écritures privées de banque ;
- escroquerie ;
- utilisation de plusieurs comptes en vue de disperser les fonds et d'en dissimuler l'origine
- amalgame de fonds par intégration de fonds d'origine illicite dans le commerce d'un tiers.

MONSIEUR MONTAGE

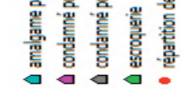
amalgame par intégration de fonds d'origine illicite dans le commerce d'un tiers

condamné pour faux et usage de faux

condamné pour faux en écriture privée de banque

escroquerie

répartition des fonds entre +ieurs comptes dans différentes banques



Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



Cas particulier de l'escroquerie via Internet

Une partie significative des dossiers traités par la CENTIF se rapporte à un type particulier d'escroquerie, très répandu et multiforme, et faisant généralement intervenir des personnes de diverses nationalités.

Le point de départ des manoeuvres de ces délinquants est une prise de contact consistant en l'envoi de messages électroniques (courrier électronique, message téléphonique, etc.) par lesquels il est demandé à des personnes vivant souvent dans un pays étranger de transférer une somme d'argent. Des explications assez détaillées et des documents presque toujours faux complètent habituellement la demande, pour convaincre les personnes sollicitées à donner une suite favorable aux requêtes.

En 2014, dix sept (17) dossiers transmis au Procureur de la République près le Tribunal régional Hors Classe de Dakar ont été motivés des soupçons de commission d'une infraction de cette nature.

A l'analyse, les modes opératoires les plus usités par les délinquants ont trait à :

- des demandes d'aide en vue de récupérer des biens hérités d'un ascendant décédé contre une rémunération pour services rendus ;
- la description d'une situation de détresse par une femme se présentant comme étant originaire d'un pays en guerre, vivant au Sénégal avec le statut de réfugié ;
- des sollicitations pour la couverture de frais liés à l'accomplissement de formalités administratives ou judiciaires ;
- l'utilisation du profil d'une femme, souvent appuyée par la présentation d'une photo attrayante, pour suggérer la possibilité de nouer des relations sentimentales, par exemple ;
- la notification d'un gain à une loterie ;
- la proposition d'un contrat de travail ;
- etc.

Partant des modes opératoires identifiés, des **indicateurs d'alerte** ont été recensés ci-dessous pour permettre aux institutions financières et aux personnes contactées par ces délinquants d'accroître leur vigilance face à des comportements suspects :

- incohérence ou incompatibilité entre, d'une part, les opérations retracées sur les comptes bancaires et/ou les pays de provenance de virements et, d'autre part, l'activité officiellement déclarée par le client à sa banque ;
- absence de justification économique des transactions financières ;
- absence de relation connue ou apparente entre le donneur d'ordre et le bénéficiaire de sommes d'argent transférées de l'étranger ;
- présence du nom, d'éléments d'identité ou du pseudonyme de personnes présentées comme auteurs d'actes d'escroquerie sur des sites internet ou dans des bases de données dédiés à la cybercriminalité ;

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



- utilisation de faux documents d'identification ou de justification de transactions financières (facture, contrat, etc.) ;
- usurpation de l'identité d'un officier public ou d'un auxiliaire de justice (avocat, huissier ou notaire) pour tenter de donner un caractère authentique à des documents falsifiés ;
- retrait systématique des sommes virées dans le compte bancaire, aussitôt après leur réception, ce qui fait perdre la trace des flux financiers et élimine le risque de blocage des fonds par l'autorité judiciaire (c'est le fonctionnement caractéristique d'un compte qualifié de « taxi »).

Une combinaison de plusieurs indicateurs devrait pousser à plus de vigilance.

VII. DEFIS A RELEVER

Le système de LBC/FT du Sénégal recèle encore des insuffisances qu'il convient de combler pour le préparer à être évalué à l'aune des normes définies par le GAFI et selon le calendrier arrêté par le GIABA.

Il est donc important que notre pays mène des actions devant lui permettre de renforcer son dispositif préventif et, en même temps, d'améliorer l'efficacité des actions de lutte contre la criminalité financière.

A cet effet, les diligences suivantes pourraient être retenues comme prioritaires :

- l'adoption d'un cadre légal et réglementaire conforme aux normes internationales ;
- la couverture exhaustive des assujettis par des autorités publiques nationales ou communautaires pour veiller à la correcte application des mesures d'ordre légal et réglementaire en matière de LBC/FT ;
- la définition d'un cadre de collaboration devant permettre, au niveau national, l'identification, l'évaluation, la surveillance, la gestion et l'atténuation des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;
- la signature ou la ratification de l'ensemble des conventions et traités adoptés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et son financement ;
- l'aménagement d'un cadre transversal de partage de renseignements sur les terroristes ainsi que les organisations ou entités qui les financent en vue du gel, le cas échéant, des fonds et autres ressources financières appartenant à ces individus ou groupes ;
- l'amélioration du processus de traitement judiciaire des affaires de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, en termes de réduction des délais mais également de partage d'informations entre les acteurs concernés sur les dossiers jugés ;
- l'exécution diligente des décisions de justice, avec notamment la mise en place d'un mécanisme et d'une structure de recouvrement et de gestion des avoirs récupérés sur les délinquants financiers.

**Cellule Nationale de Traitement
des Informations Financières
(CENTIF)**



Annexe : Textes de référence



INSTRUMENTS JURIDIQUES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

- Charte des Nations Unies ;
- Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes adoptée à Vienne le 19 Décembre 1988 ;
- Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme adoptée à New York le 09 Décembre 1999 ;
- Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée à Palerme le 15 Décembre 2000 ;
- Convention des Nations Unies contre la corruption du 09 Décembre 2003 ;
- Résolution 1267 (1999) du Conseil de Sécurité des Nations Unies ;
- Résolution 1373 (2001) du Conseil de Sécurité des Nations Unies ;
- Résolution 1456 (2003) du Conseil de Sécurité des Nations Unies ;
- Résolution 1535 (2004) du Conseil de Sécurité des Nations Unies ;
- Résolution 1540 (2004) du Conseil de Sécurité des Nations Unies ;
- Résolution 1566 (2004) du Conseil de Sécurité des Nations Unies ;
- Résolution 1624 (2005) du Conseil de Sécurité des Nations Unies ;
- Résolution 1699 (2006) du Conseil de Sécurité des Nations Unies ;
- Résolution 1833 (2008) du Conseil de Sécurité des Nations Unies ;
- Résolution 1890 (2009) du Conseil de Sécurité des Nations Unies ;
- Résolution 1904 (2009) du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



CADRE JURIDIQUE REGIONAL ET INTERNATIONAL

TRAITES

➤ CEDEAO

- Convention de Dakar du 29 juillet 1992 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale ;
- Convention d'Abuja du 6 août 1994 sur l'extradition.

➤ UMOA

- Traité de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA)

➤ UEMOA

- Traité modifié de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)

➤ ZONE FRANC

- Code des assurances des Etats membres de la Conférence Interministérielle des Marchés d'Assurances (CIMA)

REGLEMENTS

➤ CIMA

- Règlement n°0004/CIMA/PCMA/PCE/SG/O8 définissant les procédures applicables par les organes d'assurances dans les Etats membres de la CIMA dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

➤ UEMOA

- Règlement n°14 /2002/CM/UEMOA du 13 Septembre 2002 relatif au gel de fonds et autres ressources financières dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme dans les Etats membres de l'Union ;
- Règlement R09/2010/CM/UEMOA relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA.

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



DIRECTIVES

➤ UEMOA

- Directive n°07/2002/CM/UEMOA du 19 septembre 2002 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux dans les Etats membres de l'UEMOA ;
- Directive n°04/2007/CM/UEMOA du 04 juillet 2007 relative à la lutte contre le financement du terrorisme dans les Etats membres de l'UEMOA ;
- Directive n°01/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2007 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques au sein de l'UEMOA.

➤ UNION EUROPÉENNE

- Directive n°2005/60/CE du Parlement européen et du 26 Octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

➤ BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX (BRI)

- Directive de Bâle de 1988 formulée par le Comité des règles et pratiques de contrôle des opérations bancaires de la Banque des Règlements Internationaux.
- Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire « Devoir de diligence des banques au sujet de la clientèle ».

RECOMMANDATIONS

➤ GROUPE D'ACTION FINANCIÈRE (GAFI) :

- Les 40 Recommandations du Groupe d'Action Financière (GAFI) portant normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération.

DISPOSITIF LEGAL ET REGLEMENTAIRE SENEGALAIS

➤ LOIS :

- Constitution de la République du Sénégal ;
- Loi n°66-60 du 21 juillet 1965 portant Code pénal ;
- Loi n°66-61 du 21 juillet 1965 portant Code de procédure pénale ;
- Loi n° 66-53 du 30 Juin 1966 portant organisation et réglementation des établissements de jeux de hasard ;
- Loi n° 68-27 du 24 juillet 1968 portant statut des réfugiés ;
- Loi n°71-77 du 28 décembre 1971 relative à l'extradition ;
- Loi n°81-53 du 10 juillet 1981 relative à la répression de l'enrichissement illicite ;
- Loi n°81-54 du 10 juillet 1981 portant création de la Cour de Répression de l'Enrichissement illicite ;
- Loi n° 97-18 du 1er décembre 1997 portant codes des drogues ;
- Loi n° 2001-09 du 15 octobre 2001 portant loi organique relative aux lois de finance

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



- Loi uniforme n° 2004-09 du 06 février 2004 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux ;
- Loi n° 2004-15 du 25 mai 2004 relative aux mesures de promotions de la bancarisation et de l'utilisation des moyens de paiements scripturaux ;
- Loi n° 2005-06 du 29 avril 2006 relative à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées et à la protection des victimes ;
- Loi n° 2006-36 du 16 octobre 2006 portant sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction ;
- Loi n° 2007-01 du 12 février 2007 modifiant le code pénal ;
- Loi n° 2007-04 du 12 février 2007 modifiant le Code de procédure pénal relative à la lutte contre les actes de terrorisme ;
- Loi n° 2008-12 du 25 janvier 2008 sur la protection des données à caractère personnel ;
- Loi n° 2008 -11 du 25 janvier 2008 portant sur la cybercriminalité ;
- Loi n° 2008-10 du 25 janvier 2008 portant loi d'orientation sur la société de l'information ;
- Loi n° 2008-08 du 25 janvier 2008 sur les transactions électroniques ;
- Loi organique n° 2008-47 du 03 septembre 2008 portant réglementation des systèmes financiers décentralisés ;
- Loi n° 2008-26 du 28 juillet 2008 portant réglementation bancaire ;
- Loi n° 2009-16 du 02 mars 2009 relative à la lutte contre le financement du terrorisme ;
- Loi n° 2009-30 du 02 décembre 2009 autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif adoptés par l'Organisation des Nations Unies, le 13 décembre 2006 ;
- Loi n° 2011-06 du 30 mars 2011 portant transformation des permis d'habiter et titres similaires en titres fonciers ;
- Loi n° 2012-22 du 27 décembre 2012 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques ;
- Loi organique n° 2012-23 du 27 décembre 2012 abrogeant et remplaçant la loi organique n°99-70 du 17 février 1999 sur la Cour des Comptes ;
- Loi n° 2012-30 du 28 décembre 2012 portant création de l'Office national de lutte contre la fraude et la corruption ;
- Loi n° 2012-31 du 31 décembre 2012 portant Code général des impôts ;
- Loi n° 2013-04 du 08 juillet 2013 soumettant à autorisation préalable certaines transactions immobilières et instituant un régime de déclaration préalable aux transactions portant sur un immeuble ou un droit réel immobilier ;
- Loi uniforme n° 2014-01 du 06 janvier 2014 relative au traitement des comptes dormants dans les livres des organismes financiers des Etats membres de l'Union monétaire Ouest africaine (UMOA) ;
- Loi n° 2014-10 du 28 février 2014 portant Code des Douanes qui abroge et remplace celle n° 87-47 du 28 décembre 1987 ;
- Loi n° 2014-17 du 02 avril 2014 relative à la déclaration de patrimoine ;
- Loi uniforme n° 2014-12 sur le contentieux des infractions à la réglementation des relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA qui abroge et remplace la Loi 94-54 du 27 mai 1994 portant ratification de l'Ordonnance n° 94-29 du 28 février 1994 relative aux contentieux des infractions au contrôle des changes.

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



➤ DECRETS :

- Décret n°67-6390 du 13 avril 1967 fixant les modalités d'application de la loi 66-58 du 30 Juin 1966, portant organisation et réglementation des établissements de jeux de hasard ;
- Décret n°2002-1032 du 15 octobre 2002 modifiant le décret n°79-1029 du 05 novembre 1979 fixant le statut des notaires ;
- Décret n°83-423 du 21 avril 1983 relatif aux activités de transaction et de gestion immobilières ;
- Décret n°93-116 du 30 septembre 1993 autorisant le ministre chargé des finances à émettre des bons du trésor ;
- Décret n° 96-103 du 08 février 1996 fixant les modalités d'intervention des organisations non gouvernementales(ONG) ;
- Décret n°97-1217 du 17 décembre 1997 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité Interministériel de Lutte contre la Drogue ;
- Décret n°97-1218 du 17 décembre 1997 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Office central de Répression du Trafic illicite des Stupéfiants ;
- Décret n°97-1219 du 17 décembre 1997 relatif aux mesures de traitement des toxicomanes ;
- Décret n° 97-1220 du 17 décembre 1997 fixant la liste des stupéfiants, des substances psychotropes et des précurseurs en application des dispositions du code des Drogues ;
- Décret n°2004-1150 du 18 août 2004 portant création, organisation, et fonctionnement de la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF) ;
- Décret n°2009-1450 du 30 décembre 2005 portant partie réglementaire du Code de l'Urbanisme ;
- Décret n°2005-144 du 02 mars 2005 portant réglementation des agences de voyages, de tourisme et de transports touristiques ;
- Décret n°2005-145 du 02 mars 2005 portant réglementation des établissements d'hébergement touristiques ;
- Décret n° 2008-1366 du 28 novembre 2008 portant application de la loi relative à la réglementation des systèmes financiers décentralisés au Sénégal ;
- Décret n° 2010-1209 du 13 septembre 2010 relatif à la loi n° 2008-41 du 20 août 2008 sur la Cryptologie au Sénégal ;
- Décret n° 2010-1104 du 13 août 2010 modifiant et complétant le décret n° 97-1217 du 17 décembre 1997 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement d'un Comité interministériel de Lutte contre la drogue ;
- Décret n°2010-981 du 2 août 2010 portant application de l'article 30 et suivant de la loi uniforme n° 2009-16 du 2 mars 2009 relative à la lutte contre le financement du terrorisme ;
- Décret n°2010-1490 du 10 novembre 2010, modifiant le décret n°96-103 du 08 février 1996 fixant les modalités d'Intervention des Organisations non gouvernementales (ONG) ;
- Décret n° 2011-85 du 18 janvier 2011 relatif à l'Inspection générale des parquets ;
- Décret n° 2011-84 du 18 janvier 2011 relatif à l'Inspection générale des cours et tribunaux ;

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)



- Décret n° 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant règlement général sur la Comptabilité Publique ;
- Décret n°2014-44 du 20 janvier 2014, de la Commission Nationale de Gouvernance ;
- Décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014, modifiant le décret n°2011-04 du 06 Janvier 2011, portant Code des marchés publics.

➤ **ARRETES :**

- Arrêté ministériel fixant la liste des personnes autorisées à souscrire aux bons du trésor en application du décret n° 93-116 du 03 Septembre 1993 ;
- Arrêtés ministériels n° 6055 fixant le montant des dépenses de l'Etat et n° 6058 portant nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l'Etat
- Arrêté ministériel n° 003786 fixant un modèle de déclaration de soupçon ;
- Arrêté ministériel n° 05350 du 30 avril 2009 portant modification de l'arrêté n° 03786 fixant un modèle de déclaration de soupçon ;
- Arrêté ministériel n° 4348 en date du 11 mai 2010 portant création du Comité de Suivi de la formulation et de la mise en oeuvre de la Politique Environnementale ;
- Arrêté ministériel n° 5547 en date du 23 juin 2010 portant création et fonctionnement d'un Comité de Coordination pour la Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- Arrêté primatorial n° 9051 en date du 8 octobre 2010 portant création d'une Cellule nationale de lutte contre la Traite des Personnes, en particulier des femmes et des enfants ;
- Arrêté primatorial n° 9509 en date du 3 novembre 2010 portant désignation du correspondant du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment de capitaux en Afrique (GIABA) ;
- Arrêté ministériel n° 11378 MINT-DAGAT-DEL en date du 30 décembre 2010 portant création et fonctionnement de la Commission d'agrément des Organisations non gouvernementales (ONG) ;
- Arrêté n° 006167/MEF/DMC du 24 mai 2011 du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances habilitant la Direction de la Monnaie et du Crédit à réaliser le contrôle de l'origine et la destination des ressources des Organisations Non Gouvernementales ;
- Arrêté n°05520/MPBGRI/CAB du 27 mars 2014 de la Commission Nationale de Gouvernance.



Rapport d'activités

Année 2014